

LA PAIX MAXIMALISTE : LA RÉPONSE AUSTRO-ALLEMANDE ET LA RÉPLIQUE FRANÇAISE

EXCELSIOR

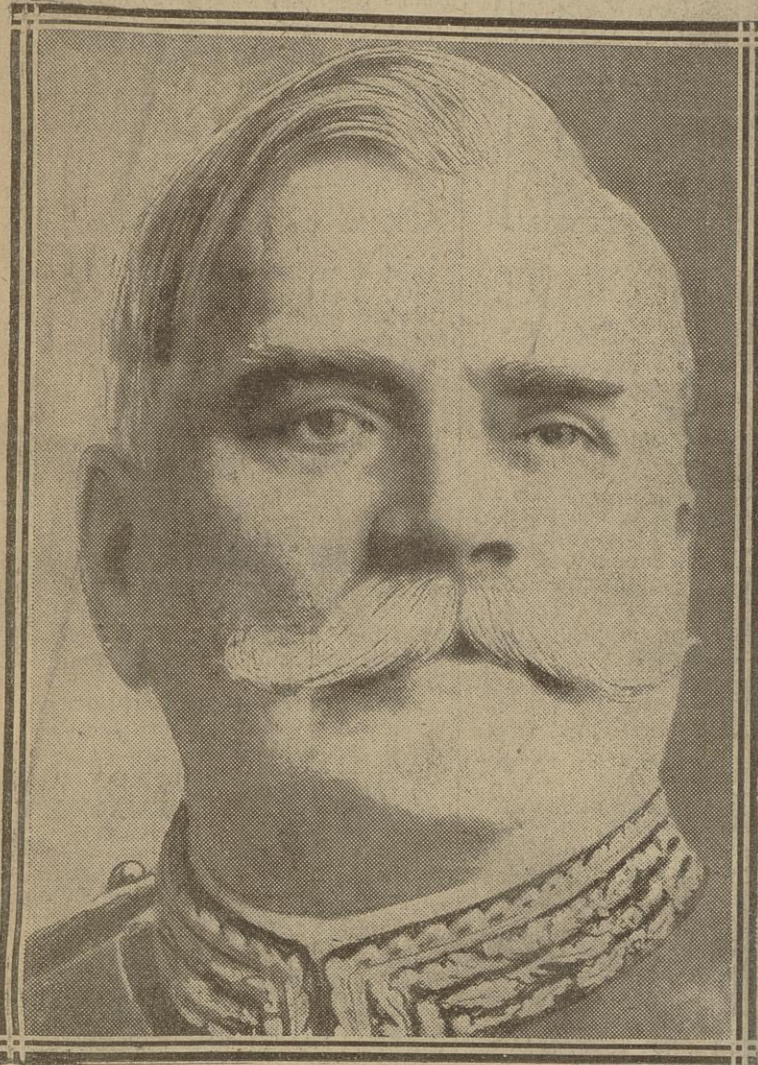
8^e Année. — N° 2.600. — 10 centimes. — Etranger : 20 centimes.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. — NAPOLÉON.

Vendredi
28
DECEMBRE
1917

RÉDACTION & ADMINISTRATION
20, rue d'Enghien, 20 — PARIS (X^e)
Téléphone : Gutenberg 0273 - 0275 - 15.00
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS
TARIF DES ABONNEMENTS :
France... 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.
Etranger... 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.
PUBLICITÉ : 11, Bd des Italiens. Tél. : C. L. 80-88
:: PIERRE LAFITTE, FONDATEUR ::

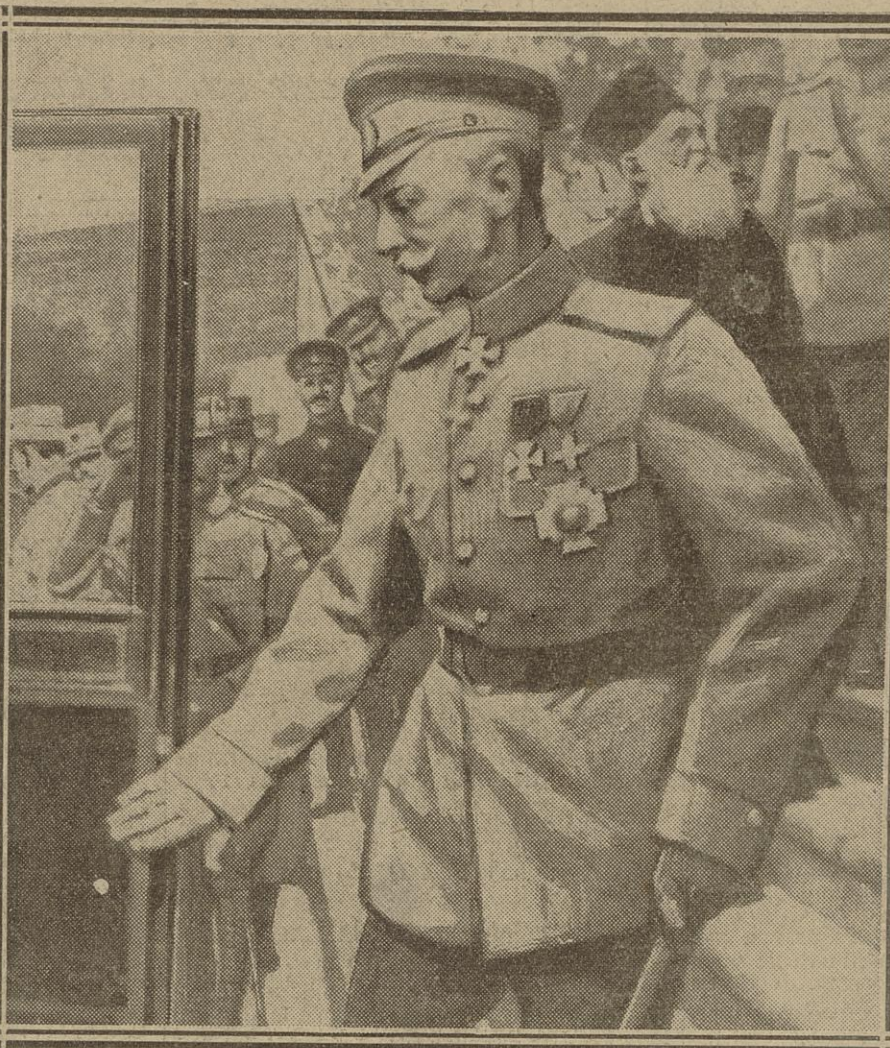
IL SERA DE L'ACADÉMIE



LE MARÉCHAL JOFFRE

Nous avons annoncé les premiers de toute la presse que le maréchal poserait sa candidature à l'Académie. Depuis hier, c'est un fait accompli. — Phot. Melcy.

LE G¹ TCHERBATCHEF EN ROUMANIE



LE CHEF DES TROUPES UKRANIENNES ET ROUMAINES

Nous avons dit dans notre numéro de Noël que le général Tcherbatchef allait prendre le commandement des Ukramiens et des Roumains. Les événements, là aussi, nous donnent raison : c'est fait.

LE PREMIER LORD NAVAL



LE VICE-AMIRAL SIR ROSSLYN WEMYSS

Le vice-amiral sir Rosslyn Wemyss, annonce un télégramme de Londres, vient d'être nommé premier lord de l'Amirauté, en remplacement de sir John Jellicoe.

UN OBUSIER ALLEMAND DÉMASQUÉ PAR LE TIR DE L'ARTILLERIE ANGLAISE



C'EST DEVANT CAMBRAI QUE CETTE CURIEUSE PHOTOGRAPHIE FUT FIXÉE PAR L'OBJECTIF DE NOS ALLIÉS

On sait quelle furieuse préparation d'artillerie fut celle de nos alliés britanniques devant Cambrai. Nous avons déjà publié des témoins de ce travail formidable, mais il n'en fut point donné, à notre connaissance, de plus démonstratif que celui-ci. Dans la cave d'une

maison, les Allemands avaient dissimulé sous une carapace bétonnée un obusier qui crachait la mort sur les lignes anglaises. De la maison, il ne reste que peu de chose ; de la carapace, rien. Mais l'obusier est intact. On l'a retourné, aujourd'hui, contre les Allemands.

LA PAIX DU GOUVERNEMENT MAXIMALISTE

RÉPONSE DES EMPIRES CENTRAUX AUX CONDITIONS RUSSES



COMTE CZERNIN

Le comte Czernin, au nom de la délégation de la Quadruplice, fait des concessions au programme leniniste, mais reprend d'une main ce qu'il semble céder de l'autre.

Il n'était pas exact que les négociations russes fussent rompues. Les puissances centrales ont seulement mis plus longtemps qu'elles ne l'avaient annoncé à répondre aux conditions de paix des maximalistes. L'importance du document dans lequel l'Allemagne et l'Autriche énoncent leurs vœux explique facilement ce retard.

Loin de répondre par une fin de non recevoir absolue aux propositions russes, M. de Kühlmann et le comte Czernin se sont efforcés d'arrondir les angles et d'envelopper dans des formules très générales le refus qu'ils opposaient sur certains points. Ils ont fait en sorte d'ailleurs de ménager l'amour-propre de Lenine et de Trotsky. Ceux-ci se seraient empressés de déclarer qu'en somme ils avaient satisfaction. En tout cas, il n'y a pas de désaccord profond et les négociations ont repris immédiatement sur les questions spéciales qui ne concernent que la Quadruplice et la Russie.

En effet, c'est aux Alliés bien plus qu'aux Russes qu'il s'adresse la Quadruplice. A dessein, dans leur réponse, les Empires centraux affectent de se tenir à la ligne générale de la motion votée par le Reichstag le 19 juillet. Ils se disent prêts à conclure une paix sans annexions ni indemnités, conformément au programme russe. Mais, dès qu'ils en viennent à définir leur point de vue, on s'aperçoit qu'ils interprètent certaines formules très différemment et selon leurs conceptions.

C'est ainsi qu'au paragraphe second, la réponse passe avec rapidité sur l'indépendance qui serait rendue aux peuples qui l'ont perdue pendant la guerre. Quelle sorte d'indépendance retrouveraient la Belgique, la Serbie, la Roumanie ? Serait-ce une indépendance complète, absolue, sans « garanties » économiques ou autres exigées par l'Allemagne ? Le document ne le dit pas.

Il laisse aussi, au paragraphe 3, la porte ouverte à certaines annexions plus ou moins voilées. Ce paragraphe concerne les

groupes nationaux qui ne possédaient pas l'indépendance avant la guerre. Or, les Empires centraux veulent que cette question soit réglée intégralement « par chaque Etat, avec ses peuples, par voie constitutionnelle. » C'est la négation même du droit des nationalités et la consécration du droit du plus fort. C'est la pierre scellée sur le tombeau des peuples soumis à l'oppression. C'est la consécration de la conquête de Metz et de Strasbourg.

Quant au paragraphe 4, il contredit le précédent. Résolus à ne pas permettre aux Alliés de s'occuper de l'Alsace-Lorraine et du Trentin, l'Allemagne et l'Autriche déclarent qu'elles s'efforceront, partout ailleurs que chez elles, de mettre en vigueur les droits des peuples : ceci annonce pour la Pologne, la Lithuanie et la Courlande un plébiscite bien organisé à Vienne et à Berlin.

Quant aux indemnités, l'Allemagne veut bien n'en pas demander. Mais elle refuse positivement d'en payer pour les ravages qu'elle a commis. Enfin elle réclame, sans plus, la restitution de ses colonies.

On voit que toutes ces déclarations excèdent de beaucoup le programme d'une paix germano-russe. Ce sont des conditions de paix générale, pour tous les belligérants, que les Empires centraux, d'accord en cela avec les maximalistes, ont exposées. Il s'agit donc d'amener les Alliés à entrer dans des négociations d'ensemble.

Pour cela (et c'est la première fois), les Allemands, qui mènent l'affaire, ont fait des offres propres, dans leur idée, à servir de base à une discussion. Mais le caractère spécieux, hypocrite et contradictoire de leurs formules, malgré les concessions qu'elles impliquent, montre que l'Allemagne n'a pas renoncé à acquiescer les avantages territoriaux et économiques qu'elle espère encore tirer et de sa carte de guerre et de négociations conduites par elle avec habileté.

Ce n'est pas la bonne manière de vouloir sincèrement et d'obtenir la paix. — J. B.

LA DÉCLARATION DU COMTE CZERNIN

BALE, 26 décembre. — Un télégramme de Vienne daté du 26, après avoir exposé le programme de paix déjà connu, présenté par les délégués russes à Brest-Litovsk, dit que, dans la séance plénière qui a eu lieu aujourd'hui, sous la présidence du comte Czernin, celui-ci a fait, au nom de la délégation de la Quadruplice, les déclarations suivantes au sujet de l'exposé russe relatif à la conclusion d'une paix générale juste :

Les délégations alliées, d'accord avec le point de vue exposé à plusieurs reprises par leurs gouvernements, sont d'avis que les lignes directrices de la proposition russe peuvent former une base discutée pour une telle paix. Les délégations de la Quadruplice se déclarent pour une paix immédiate générale sans acquisitions territoriales opérées par la force, et sans indemnités de guerre.

Lorsque la délégation russe condamne la continuation de la guerre, uniquement dans un but de conquêtes, les délégations alliées se rallient à cette manière de voir. Les hommes d'Etat des gouvernements alliés ont déclaré à plusieurs reprises, dans leurs déclarations ministérielles, que les alliés ne prolongeraient pas la guerre d'un seul jour pour faire des conquêtes. Les gouvernements alliés resteront toujours inégalement fidèles à ce point de vue.

Ils déclarent solennellement leur décision de signer sans tarder une paix qui mettra fin à cette guerre, sur la base des conditions ci-dessus, également équitables pour toutes les puissances belligérantes. Mais il faut remarquer expressément que toutes les puissances participant actuellement à la guerre doivent s'engager, dans un délai convenable, à observer scrupuleusement, sans exceptions et sans aucune réserve, les conditions tant également tous les peuples. On veut que les hypothèses exposées par la délégation russe se réalisent (car il ne serait pas convenable que les puissances de la Quadruplice négocient avec la Russie se soumettent unilatéralement à ces conditions, sans avoir la garantie que les alliés de la Russie reconnaîtront et exécuteront aussi loyalement sans réserves ces conditions vis-à-vis de la Quadruplice) ; cela étant admis, il faut remarquer ce qui suit au sujet des six points proposés par la délégation russe, comme base de la discussion :

1° L'appropriation par la force de territoires qui furent occupés pendant la guerre n'est pas dans les intentions des gouvernements alliés. Une décision au sujet des troupes actuellement dans les territoires occupés sera prise dans le traité de paix, dans la mesure où leur retrait sur certains points n'aura pas déjà auparavant fait l'objet d'un accord ;

2° Les alliés n'ont pas l'intention de ravir leur indépendance aux peuples qui perdirent leur indépendance politique pendant cette guerre ;

3° La question de la dépendance constitutionnelle de groupes nationaux ne possédant pas l'indépendance constitutionnelle ne peut pas, d'après l'avis des alliés, être réglée entre les Etats. La question doit, si elle se présente, être réglée indépendamment par chaque Etat avec ses peuples, par la voie constitutionnelle ;

4° De même suivant les déclarations des

hommes d'Etat de la Quadruplice, la protection des droits des minorités forme une partie essentielle du droit des peuples conforme à la constitution de disposer de leur sort. Les gouvernements alliés mettent partout ce principe en vigueur en tant qu'il paraît pratiquement réalisable ;

5° Les puissances alliées relèveront à plusieurs reprises qu'il serait possible de renoncer réciproquement non seulement à indemniser les dégâts causés par la guerre, mais aussi à indemniser la puissance belligérante n'aurait à indemniser que les dépenses causées par ses ressortissants se trouvant en captivité et les dégâts causés sur son propre territoire par les actes de violence contraires aux droits des peuples aux ressortissants civils de l'adversaire. La création proposée par le gouvernement russe d'un fonds spécial dans ce but ne pourrait être envisagée seulement que si les autres belligérants se joignent aux pourparlers de paix dans un certain délai ;

6° Des quatre puissances alliées, seule l'Allemagne a des colonies. La délégation allemande se déclare à ce sujet en complet accord avec les propositions russes que la restitution des colonies enlevées par violence pendant la guerre constitue une partie essentielle des revendications allemandes. Il n'est possible en aucune façon d'y renoncer. La demande russe concernant l'évacuation immédiate des territoires occupés par l'ennemi répond également aux intentions allemandes.

Les considérations de principe mises à part, le libre exercice du droit des peuples à disposer de leur sort n'est ici pas exécutable dans les conditions proposées par la délégation russe. Le fait que, dans ces colonies allemandes, les indigènes, malgré les plus pénibles fatigues, malgré les chances minimes de succès contre des adversaires plusieurs fois supérieurs en nombre et disposant de renforts illimités venant d'outre-mer, sont restés fidèles à la vie et à la mort à leurs amis allemands est une preuve de leur dévouement, de leur résolution de rester en toute circonstance aux côtés de l'Allemagne. C'est un témoignage de beaucoup de poids l'importance de beaucoup sur toute manifestation possible de leurs volontés par un vote.

Les principes posés par la délégation russe comme annexes aux six points précédents, en ce qui concerne les relations économiques, sont pleinement approuvés par les puissances alliées, qui furent constamment opposées à tout abus de la force au point de vue économique et qui voient dans le rétablissement d'un trafic économique régulier et tenant compte complètement des intérêts de tous les participants l'une des conditions les plus importantes pour la préparation et l'établissement des relations amicales entre les puissances actuellement en guerre.

Sur les bases des principes venant d'être exposés, nous sommes prêts à entrer en pourparlers avec tous les adversaires, mais, afin d'éviter une perte inutile de temps, les alliés sont prêts à délibérer de suite sur ceux des points spéciaux dont la discussion apparaîtra en tout cas comme nécessaire, aussi bien pour le gouvernement russe que pour les alliés.

M. PICHON EXPOSE A LA CHAMBRE L'ATTITUDE DE LA FRANCE

« Nos buts de guerre, a-t-il dit, sont : vaincre d'abord !... Nous examinerons toute proposition de paix, le jour où nous en serons saisis directement... Soyons patients ».



M. PICHON

Répondant, à la Chambre, aux interpellations sur l'attitude de la France à l'égard du nouveau gouvernement de Petrograd, M. Stephen Pichon, ministre des Affaires étrangères, a fait hier d'importantes déclarations. Il a affirmé, en effet, le souci du gouvernement français de poursuivre avec la Russie, tout en évitant des relations officielles avec les maximalistes, une politique de nature à assurer la sauvegarde de nos intérêts et, aussi, à nous maintenir en contact avec les éléments sains et disciplinés qui, la-bas, n'ont cessé de protester contre l'abandon des obligations de l'alliance.

D'autre part, le ministre des Affaires étrangères a défini, une fois de plus, nos buts de paix au premier plan desquels demeure toujours la restitution de l'Alsace-Lorraine. Il a terminé par une réponse aux propositions austro-allemandes formulées par le comte Czernin.

Les déclarations de M. Pichon dissipent l'équivoque que la manœuvre de nos ennemis avait tenté de créer dans les pays alliés.

Comme on le verra plus loin, la Chambre a approuvé, à l'unanimité des 384 votants, les déclarations du ministre des Affaires étrangères.

Nos relations avec la Russie

M. Stephen Pichon s'est défendu tout d'abord d'être partisan d'une politique d'indécision ou de résignation à l'égard de la Russie. Il a déclaré toutefois que les actes accomplis par le gouvernement nouveau de Petrograd, en violation non seulement de l'alliance mais des obligations internationales les plus sacrées, ne nous permettaient pas d'entretenir des rapports avec lui.

Toutefois, le ministre des Affaires étrangères a montré le but poursuivi par l'Allemagne : séparer la Russie de ses alliés, y prolonger l'anarchie, mettre la main sur une nation de 180 millions d'hommes, puis la soumettre à l'exploitation germanique, prendre possession de ses usines, de ses chemins de fer, la désorganiser, la morceler, pour se partager ensuite ses dépouilles.

Dans ces conditions, a dit M. Stephen Pichon, nous avons le devoir de ne pas perdre le contact avec nos alliés d'hier, qui, nous en avons le ferme espoir, seront nos alliés de demain ; de nous rapprocher de tous les éléments sains et disciplinés qui subsistent la notion de l'honneur, d'être présents partout où se maintient en Russie une trace du principe d'autorité.

Nous n'intervenons pas dans la politique intérieure de la Russie, mais nous prenons, dans la limite de nos droits, les mesures nécessaires pour la sauvegarde des intérêts considérables et quelquefois vitaux que nous avons dans un pays attaché à nous par une alliance de plus d'un quart de siècle. Partout où des groupements qui se forment selon les principes mêmes du maximalisme s'adressent à nous nous répondons favorablement pour conjurer le péril de guerre civile.

Nous pouvions d'autant moins nous désintéresser de la Russie, a dit M. Pichon, que nous avions un devoir à remplir envers notre noble et malheureuse alliée, la Roumanie, menacée jusque dans son existence par les capitulations militaires qui s'organisent autour d'elle sur le front russe.

L'armistice n'a pu être évité malgré nos efforts, ajouta M. Stephen Pichon. Les raisons de sa nécessité ne pouvaient être appréhendées que sur place ; nous avions laissé toute latitude au général qui nous représentait, d'accord avec les représentants militaires de nos alliés. Le malheur de la Roumanie ne sera pas une des moindres conséquences des menées des maximalistes, maîtres de Petrograd, mais, comme celui du peuple serbe et du peuple belge, c'est un malheur qui n'aura qu'un temps.

Nos buts de guerre

Très applaudi, le ministre des Affaires étrangères a rappelé que nos buts de guerre

LA RÉPLIQUE AUX PROPOSITIONS ENNEMIES

Après cet exposé le ministre des Affaires étrangères a fait une déclaration visant les propositions de paix formulées par le comte Czernin dans sa réponse aux maximalistes russes.

On vient de connaître les propositions allemandes, a dit M. Stephen Pichon, mais l'Allemagne est en désaccord avec les Russes sur l'évacuation des territoires, sur la reconnaissance de l'indépendance des peuples, sur l'indépendance constitutionnelle des groupes nationaux, sur la reconnaissance des droits des minorités, sur la réparation des dégâts causés par la guerre.

Elle accepte les conditions économiques, qui sont à son avantage. En résumé, c'est le statu quo territorial sans indemnité ni réparation.

L'Allemagne essaye de nous entraîner vers ces négociations maximalistes. Nous avons subi des pertes horribles ; nous avons montré notre héroïsme. Peut-on admettre de négocier dans de telles conditions ?

S'il en est un qui le croie, qu'il le dise ! Le jour où nous serons saisis directement d'une proposition de paix, nous l'examinerons. C'est une proposition indirecte dont il s'agit aujourd'hui ; nous ne pouvons nous y arrêter.

Nous ne nous faisons pas d'illusions sur les desseins de l'Allemagne : on obtiendrait la capitulation de la Russie ou briser les négociations. Dans les deux cas, pour nous, la guerre continuerait.

Un allié nous manque : sa puissance a joué un rôle considérable en ces dernières années. C'est un gros succès pour l'Allemagne que l'événement qui lui laisse la li-

sont inscrits dans les déclarations de nos gouvernements successifs, les ordres du jour de la Chambre, les messages et les discours des gouvernements alliés.

Vaincre d'abord, a dit M. Stephen Pichon. Vaincre parce que c'est là la condition nécessaire du salut de notre pays ; vaincre pour assurer au monde une paix de justice et d'humanité !

La définition de nos buts de guerre est toujours la même, on n'y trouve nulle part la trace d'une préoccupation quelconque d'augmenter aucun peuple, même ceux qui nous ont provoqués à la plus sanglante des tragédies :

Libération du territoire, restitution des territoires arrachés par la force, et par conséquent réintégration de l'Alsace-Lorraine. Juste réparation des dommages ; aucune idée d'asservissement des populations étrangères ; garantie d'une paix durable par des accords généraux.

M. Stephen Pichon a précisé qu'il s'agissait là de la Société des Nations. Il a affirmé, en outre, que sur tous les points nous étions en accord complet avec le président Wilson.

Jamais, a-t-il dit, il n'a été question pour nous d'annexer des populations qui doivent fixer elles-mêmes leurs destinées, ni d'exterminer le peuple allemand. Il n'est pas moins certain que nous avons des devoirs envers les nations opprimées : la Belgique, la Serbie, la Pologne. Nous ne séparons pas la cause de la Pologne de la nôtre : elle doit être une, libre, indivisible.

Cette politique de droit des nationalités s'applique aux populations arméniennes, syriennes, libanaises qui doivent pouvoir fixer leur sort.

Le ministre des Affaires étrangères a fait ressortir combien, chaque fois qu'il a été question d'ouvertures de propositions de paix, les gouvernements ennemis se sont refusés à des communications précises :

« Nous en sommes toujours au même point, a déclaré M. Pichon. Tout ce que nous savons des Allemands, c'est qu'ils ne rendront jamais l'Alsace-Lorraine, qui est une question mondiale. Depuis le jour où elle nous a été arrachée, il n'y a pas eu de repos pour le monde. Rien de plus faux que de prétendre que nous prolongeons la guerre pour une restitution égoïste ; non, la question de l'Alsace-Lorraine n'est pas un problème territorial français. C'est un problème moral !

« C'est une alternative du droit ou de la force. Il y avait ou il n'y avait pas une paix durable pour les nations selon qu'elle nous sera rendue ou refusée. »

Après avoir déclaré que l'entrée des Alliés à Jérusalem était une victoire pour le monde civilisé, le ministre des Affaires étrangères a ajouté que, dans les accords livrés à la publicité par M. Trotsky, on n'avait rien trouvé qui pût être interprété comme nous mettant en contradiction avec nous-mêmes et préparant une conclusion de la guerre autre que celle que nous avons proclamée.

La Russie serait bien naïve, a dit M. Stephen Pichon, si à la suite de son gouvernement, elle prenait au sérieux les assurances de bonne volonté qui lui viennent des Allemands. La partie n'est pas égale. Le malheur est que nous comptons pour beaucoup dans son enjeu.

Il y a quelques jours, M. Trotsky, parlant avec M. Nollens des conditions de la paix et s'appliquant sur les malheurs de la France, disait qu'il resterait fidèle au principe des propositions russes. — Et si l'Allemagne refuse ? lui dit M. Nollens. — Alors, reprit M. Trotsky, nous pourrions être amenés à faire une guerre révolutionnaire. Dans tous les cas, la Constitution prononcera.

Souhaitons alors qu'elle ne soit pas dissoute, comme on l'en menace chaque fois qu'on pense qu'elle ne se soumettra pas à la dictature maximaliste.

berté de ses mouvements sur le front russe. D'autres alliés nous viennent, les Etats-Unis d'abord avec toute leur force matérielle et morale. Aux Etats-Unis se joignent la plupart des nations américaines ; c'est une levée en masse contre les appétits allemands. Soyons résolus et patients.

Le concours des Etats-Unis commence ; il faut le temps de tirer de lui tous ses effets. D'autres alliés ne nous ont pas donné toute la plénitude de leur concours ; c'est le moment de nous l'apporter. L'unité d'action doit être la règle. Le gouvernement actuel s'est assigné ce programme. Il veut constituer pratiquement un organe qui assure cette unité de direction. Je suis convaincu que la dernière conférence y est parvenue : reste à exécuter ses résolutions.

En ce moment même, la solidarité de la France et de ses alliés se manifeste en Italie où notre front de bataille se prolonge et où les armées franco-britanniques luttent aux côtés des soldats du roi Victor-Emmanuel. Demain, elle s'affirmera sur le front de Macédoine.

L'Allemagne et ses satellites ont entrepris une tâche impossible : vaincre le monde. Le monde les vaincra ! Nous aurons une part considérable dans cette victoire. Comme le disait dernièrement M. Roosevelt, la récompense de la France sera grande, car elle aura sauvé l'âme du monde.

Ces paroles du ministre des Affaires étrangères furent accueillies par de chaleureux applaudissements.

LE MARÉCHAL JOFFRE EST CANDIDAT A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Il sera le septième maréchal de France siégeant sous la Coupole

Le directeur de l'Académie française, M. Denys Cochin, a annoncé, hier, en séance, à ses confrères, que M. le maréchal Joffre venait de lui adresser une lettre relative à sa candidature, candidature que, dans toute la presse, *Excelsior* a été le premier à annoncer.

C'est avec un sentiment dont nos lecteurs ne s'étonneront pas, surtout après le scrutin préalable publié ici récemment, que l'Académie a accueilli la nouvelle de cette démarche du glorieux vainqueur de la Marne.

Elle sera heureuse de compter le maréchal Joffre au nombre de ses membres. La date de l'élection sera fixée ultérieurement. Elle suivra sans doute de la réception de M. Henri Bergson sous la Coupole. Cette réception doit avoir lieu en janvier.

Le maréchal Joffre sera le septième maréchal de France qui siégera à l'Académie française. Le premier fut Villars, le vainqueur de Denain, élu le 17 mai 1714 ; les cinq autres furent : le maréchal d'Estrées, élu le 19 janvier 1715 ; le duc de Richelieu, maréchal de France seulement en 1743, élu le 14 novembre 1720 ; le maréchal de Belle-Isle, élu le 7 juin 1749 ; le prince de Beauvau, maréchal en 1783, élu le 7 février 1771 ; enfin le maréchal de Duras, élu le 2 mai 1775.

Le maréchal Joffre sera le premier maréchal de France membre de l'Académie française depuis la fondation de l'Institut.

Nos prêts à la Russie s'élèvent à 17 milliards

La plus grande partie du trésor de nos alliés se trouve en lieu sûr.

Nous avons annoncé, hier, que M. Lacave-Laplagne, député des Hautes-Pyrénées, venait de déposer sur le bureau de la Chambre une proposition de résolution invitant le gouvernement « à examiner les moyens de sauvegarder l'avenir des fonds russes possédés par des citoyens français ».

De l'exposé des motifs, il résulte que la solution préconisée par l'auteur du projet pour obtenir ce résultat consiste en une consolidation par l'Etat français des fonds russes vis-à-vis des porteurs français.

L'Etat « garantirait un intérêt de 7 0/0, par exemple, de l'intérêt normal, à ceux des porteurs de fonds russes qui accepteraient l'échange de leurs titres contre des fonds d'émission ». Comme contre-partie de cette opération, qui ne chargerait l'Etat que d'une dette supplémentaire représentant le prix de trois mois de guerre, le gouvernement français devra obtenir de la Russie et de ses différents Etats le régime de la porte ouverte pendant vingt-cinq ans.

En attendant de connaître l'accueil qui sera réservé à cette proposition par les ministres des Affaires étrangères, des Finances, du Commerce et par les parlementaires, nous avons cherché à nous rendre compte de l'impression produite dans les milieux directement intéressés.

Au siège du syndicat des agents de change près la Bourse de Paris, M. Rendu nous fit observer qu'à tous les points de vue il considérerait la question comme prématurée.

Il est certain, nous dit-il, qu'un jour ou l'autre le gouvernement interviendra en faveur des porteurs de titres russes. Ainsi que l'a dit très nettement M. Lacave-Laplagne, il « ne peut pas, en toute équité, abandonner ces porteurs, auxquels on ne pourrait reprocher que d'avoir fait confiance à des prospectus presque officiels ». De quelle façon interviendra le gouvernement ? A quel moment ? L'heure ne semble pas propice. En effet, outre que jusqu'à ce jour les coupons ont été régulièrement payés, on ne saurait perdre de vue la situation incertaine de la Russie. Quel sera le gouvernement de demain ? A qui est-il possible aujourd'hui de demander des garanties d'avenir, lorsqu'il s'agit de près de dix-sept milliards ?

Dix-sept milliards sortis de nos bas de laine et allant peu à peu grossir le trésor russe ? Qu'en reste-t-il ? Que sont-ils devenus ? Par qui sont-ils représentés ? Nous avons fait part de nos craintes à un haut personnage de la colonie russe de Paris, particulièrement qualifié pour parler des questions financières.

La Russie a fait face à toutes ses échéances, nous a-t-il déclaré ; elle continuera. La plus grande partie du trésor a pu être soustraite au pillage des bolchevistes et se trouve en lieu sûr. Une seule chose pourrait nous empêcher de tenir nos engagements : une invasion subite de la Russie du Sud par les Austro-Allemands. Reportez-vous aux dernières nouvelles officielles ; vos angoisses se calmeront.

Et surtout n'attachez qu'une relative attention aux rumeurs de journaux. Le 22 décembre, à Petrograd, la vie était presque normale. Le soir on sortait sans crainte, on se réunissait et on faisait des parties de bridge comme par le passé.

Que penser de semblable optimisme ? L'avenir le dira. — E. CHABANIER.

Ce que fera le Japon après la défaillance russe

LONDRES, 27 décembre. — On télégraphie d'Osaka au *Daily Chronicle* que, samedi matin, l'empereur du Japon a eu une longue conférence à Tokio avec le vicomte Matsuno, ministre des Affaires étrangères, et trois des principaux membres des Genro : le prince Yamagata, le général Matsuyoshi et le vicomte Saionji.

On croit savoir que cette conférence avait pour objet d'envisager la situation créée par la défection de la Russie. (Information.)

ÉCOLE Boulevard Poissonnière, 19
Rue de Rivoli, 53
Commerce, Comptabilité, Sténo-Dactylo, Langues, etc.

PIGIER

UN DÉBAT À LA CHAMBRE SUR LA POLITIQUE EXTÉRIEURE

Les interpellations sur l'attitude de la France à l'égard du nouveau gouvernement de Petrograd.

Un nouveau débat sur la politique extérieure s'est ouvert hier à la Chambre, où plusieurs députés interpellèrent le gouvernement sur son attitude en présence de la situation nouvelle créée par les négociations de paix des maximalistes russes. Après un important discours de M. Stephen Pichon, ministre des Affaires étrangères, la discussion a pris fin par le vote d'un ordre du jour de confiance.

Quatre interpellateurs étaient inscrits : MM. Moutet, Mistral, Laroche et Marguier. M. Moutet refit, une fois de plus, le procès de la diplomatie secrète, s'appuyant sur la publication récente d'un certain nombre de tractations passées entre la Russie et les gouvernements alliés. Il s'agit d'ailleurs d'une observation de M. Aristide Briand : « Ces accords d'Asie Mineure ont été, dites-vous, publiés par le gouvernement russe. Mais avant, ils n'étaient pas un secret pour vous, fit remarquer l'ancien président du Conseil. A plusieurs reprises, je les avais portés devant la commission des Affaires étrangères, ils y avaient été discutés. Les critiques portaient moins sur les accords que sur le fait que je n'avais pas fait assez large certaine part que vous savez. Ces accords n'avaient donc pas, au moins pour vous, le caractère secret que vous leur prêtez. »

Plus loin, M. Moutet demanda au gouvernement de faire appel aux Alliés pour procéder en conférence, mais publiquement, à la révision des buts de guerre. Le député socialiste du Rhône fit d'ailleurs observer que le gouvernement anglais avait fait déclarer à la Russie par son ambassadeur, sir George Buchanan, que les Alliés devaient se mettre d'accord pour un réajustement de leurs buts de guerre et un examen des conditions d'une paix juste et durable. — La déclaration de sir George Buchanan est exactement identique à celle faite par les représentants de tous les gouvernements alliés à Petrograd, précise M. Stephen Pichon. Elle ne dit pas qu'il y a lieu de réviser nos buts de guerre : elle dit que le jour où existera en Russie un gouvernement régulier, fondé sur la volonté nationale, nous serons prêts à examiner avec lui nos buts de guerre et les conditions d'une paix juste et durable.

— Si la formule est bonne dans les rapports des Alliés et de la Russie, dit M. Marius Moutet, elle est bonne dans les rapports des alliés entre eux. Dans les circonstances actuelles, il faut parler clair et net ! — Vous pouvez être tranquille, déclara M. Stephen Pichon : j'en parlerai clair et net. M. Mistral invita le gouvernement à faire confiance à la révolution russe. M. Laroche, député progressiste des Alpes-Maritimes, s'autorisa de sa connaissance des affaires de Russie pour exposer à la Chambre les causes des événements qui ont bouleversé ce pays.

Un discours de M. Marcel Sembat

Après M. Marguier, qui demanda au gouvernement s'il envisageait le moyen de fournir à la Russie ce qui lui fait défaut, M. Marcel Sembat intervint pour rechercher ce qui peut être fait pour sauver, du côté de la Russie, ce qui doit être sauvé. — Je ne demande pas de reconnaissance officielle du gouvernement maximaliste, dit M. Marcel Sembat. Mais il a toujours été dans la tradition de la diplomatie d'agir dans l'intérêt du pays, sans s'inquiéter de savoir si elle était d'accord avec ceux des gouvernements étrangers qui avaient pris le pouvoir.

— On nous dit : « Il y a des vendus en Russie ». M. Clemenceau l'écrivait dans son dernier article avant d'être président du Conseil. On est parti de ce fait qu'il y a des individus suspects pour suspecter tout le monde gravitant autour d'eux. C'est une grave erreur. A côté des vendus, il y a des financiers : avec eux, on peut avoir des points de contact. »

M. Marcel Sembat fit observer que les Allemands ont négocié avec les maximalistes alors que nos journaux croyaient qu'ils allaient les dédaigner.

Il supplia la Chambre et le gouvernement de ne pas s'arrêter à des questions d'amour-propre. — Nous ne pouvons pas, dit-il, nous permettre l'erreur de ne pas connaître Petrograd. Le gouvernement français et ses alliés n'y persistent pas.

« Maintenant, monsieur le président du Conseil, laissez aller la-bas des socialistes. On peut toujours les désavouer. Cela ne vous empêche pas de vous assurer d'abord des intentions dans lesquelles nous comptons y aller. »

« Bien plus, si vous voulez que nous y allions — et il ne peut être ici question de nos partis — il faut que nous soyons d'accord sur ce que nous irons y dire. »

« Votre refus de principe, quand il s'agit de Stockholm, je vous demande de le redoubler, si vous croyez avoir à le maintenir pour Petrograd, à un simple refus de circonstance. Je vous demande d'examiner la question au seul point de vue de l'intérêt français. Nous aurons à voir plus tard ce que risquerait d'être une Europe où seraient accolées la Russie et l'Allemagne. »

M. Marcel Sembat fut très applaudi sur un certain nombre de bancs.

A sept heures et demie du soir, M. Stephen Pichon monta à la tribune et prononça le discours qu'on a lu d'autre part.

La clôture fut prononcée après une brève réponse de M. Marcel Sembat, qui exprima la crainte que nous servions mal la France en laissant les Russes en tête à tête avec les Allemands.

La priorité ayant été refusée par 378 voix contre 103 à un ordre du jour des socialistes, la Chambre adopta finalement, à l'unanimité des 384 votants, l'ordre du jour suivant déposé par M. Simonin :

« La Chambre, approuvant les déclarations du gouvernement, confiants en lui et repoussant toute addition, passe à l'ordre du jour. »

Léopold BLOND.

La discussion des pensions

La Chambre a continué hier matin la discussion du projet sur les pensions militaires. La discussion continuera ce matin.

5 HEURES
DU
MATIN

LES ALLEMANDS VONT-ILS ENCORE ATTAQUER DEVANT VERDUN ?

Il est probable que leur offensive sur ce point sera combinée avec d'autres opérations.

Les Allemands sont revenus à l'attaque au nord de Verdun. Leurs assauts, dirigés contre les positions que nous avons reconquises au bois des Caubières, ont été d'une violence extrême et ont subi un échec complet. Aussi, les dépêches allemandes ne présentent-elles l'opération que comme une simple reconnaissance. L'atténuation nous est connue, et nous savons ce qu'elle signifie.

Depuis le début de la guerre, la ville et la position de Verdun exercent sur nos ennemis une véritable fascination. L'échec mémorable qu'ils y ont subi n'a fait qu'aviver leur regret. Mais la leçon a été rude, et il n'est nullement certain qu'ils cherchent de sitôt une revanche en cette région, que leurs soldats maudissent. Ou si une offensive doit être dirigée contre Verdun, il est bien probable qu'elle sera combinée avec d'autres opérations d'un succès moins aléatoire.

Il n'y a donc aucune indication précise à tirer de cette attaque, et il est bon que nous soyons partout sur nos gardes. C'est chose faite.

Jean VILLARS.

Legouvernement américain monopolise la direction des chemins de fer

WASHINGTON, 27 décembre. — Le président Wilson annonce qu'à partir de vendredi, à midi, le gouvernement prend possession et assume la direction de tous les chemins de fer des Etats-Unis.

M. Wilson fait également savoir que M. Mac Adoo est nommé directeur général des chemins de fer.

Un conseil de trois députés est créé au ministère de l'Agriculture

Il développera et intensifiera la production des denrées essentielles à l'alimentation

Aujourd'hui paraît au Journal Officiel un décret aux termes duquel, sur rapport des ministres de l'Agriculture et du Ravitaillement, de l'Intérieur, des Affaires étrangères et des Colonies, vu les articles 8 et 9 de la loi organique du 30 novembre 1875, MM. Cosnier, Compère-Morel et Le Rouzic, députés, sont chargés, à titre de mission temporaire non rétribuée, de développer et d'intensifier la production des denrées essentielles à l'alimentation.

M. Cosnier s'occupera spécialement de la production agricole de l'Afrique du Nord et des colonies ; M. Compère-Morel, de la culture des céréales et de la viticulture dans la métropole ; M. Le Rouzic, de l'élevage, de la laiterie et de la production des fruits, légumes, tubercules, racines et fourrages dans la métropole.

Ces commissaires à l'Agriculture, chacun dans la sphère de ses attributions, soumettront aux ministres de l'Agriculture et du Ravitaillement, de l'Intérieur, des Affaires étrangères ou des Colonies, selon le cas, le programme de leur mission et leur proposeront les mesures qu'ils jugeront utiles pour assurer la réalisation.

Il auront la délégation de la signature du ministre pour les affaires que celui-ci renverra à leur décision.

LES COMMUNIQUÉS OFFICIELS

CEUX DE L'ENTENTE :

Front français

14 HEURES. — Sur la rive droite de la Meuse, la lutte d'artillerie s'est poursuivie sur le front au nord du bois des Caubières. Il se confirme que l'attaque exécutée hier par les Allemands dans cette région a été très violente. Après une forte préparation d'artillerie, l'ennemi a lancé deux bataillons à l'assaut. Nos feux les ont obligés à se disperser. Au cours d'une deuxième tentative, des éléments ennemis sont parvenus à aborder nos positions ; mais ils en ont été rejetés aussitôt, après un vif combat. Le nombre des cadavres ennemis restés sur le terrain, entre les deux lignes et dans nos fils de fer, témoigne de l'importance des pertes subies par les Allemands qui ont laissé des prisonniers entre nos mains.

Canonnade intermittente sur le reste du front.

AVIATION. — Un avion allemand a été abattu en combat aérien dans la journée du 24 décembre.

Des avions de bombardement ont jeté cinq mille kilos de projectiles sur les gares et cantonnements ennemis dans la région de Rethel et de Vouziers.

23 HEURES. — En Argonne nous avons repoussé un coup de main ennemi.

Sur la rive droite de la Meuse l'activité des deux artilleries s'est maintenue très vive dans la région bois des Caubières-Bezoux. Au nord-ouest de Bezoux nos batteries ont pris sous leurs feux des troupes ennemies qui se rassemblaient et les ont dispersés en leur infligeant des pertes.

Journée calme sur le reste du front.

Front britannique

13 HEURES. — Rien à signaler, à part quelque activité de l'artillerie ennemie au nord-est d'Ypres.

20 HEURES 50. — Aucun événement important à signaler en dehors d'une certaine activité de l'artillerie ennemie au nord de Saint-Quentin, vers Arras et Messines et à l'est d'Ypres.

AVIATION. — L'aviation a montré de l'activité dans la journée d'hier pendant les interruptions des rafales de neige. Des clichés ont été pris, des bombes jetées sur divers objectifs et un grand nombre de cartouches de mitrailleuses tirées sur les tranchées allemandes. Un appareil ennemi a été abattu.

Dans la nuit, profitant d'un court intervalle de beau temps, nos pilotes ont jeté des bombes sur les cantonnements ennemis à proximité des lignes.

Tous nos appareils sont rentrés indemnes.

Front belge

Pendant les quarante-huit heures écoulées, faible activité sur

LA RÉPONSE DES DÉLÉGUÉS RUSSES AUX DÉCLARATIONS AUSTRO-ALLEMANDES

L'armée ukrainienne a pris possession des états-majors de trois armées dont les éléments maximalistes ont été désarmés.

BALE, 26 décembre. — En réponse aux déclarations faites par le comte Czernin, le chef de la délégation russe a déclaré que la délégation constatait avec satisfaction que la réponse des délégations alliées avait accepté les principes d'une paix générale démocratique sans annexions. La délégation reconnaît l'énorme signification de ce progrès dans la voie d'une paix générale. Elle doit cependant remarquer que la réponse contient une restriction essentielle en ce qui concerne le troisième paragraphe.

Elle constate, d'autre part, avec satisfaction la reconnaissance faite dans le paragraphe 5 de la déclaration des puissances centrales, du principe « sans contributions ». Elle fait cependant une réserve au sujet de l'indemnité pour l'entretien des prisonniers de guerre.

En outre, la délégation russe a déclaré qu'elle tenait spécialement à ce que les personnes privées ayant souffert du fait de la guerre soient indemnisées par un fonds international.

La délégation russe reconnaît que l'évacuation des colonies de l'Allemagne occupées par ses adversaires répond aux principes exposés par elle. Elle propose de renvoyer à une commission spéciale le soin de décider si le principe de la libre expression de leur volonté par les peuples est applicable aux populations des colonies.

Le chef de la délégation a déclaré en conclusion :

« La délégation russe estime que, malgré les divergences d'opinions signalées, la franchise de la déclaration, contenue dans la réponse des puissances alliées, qu'elles n'ont aucune intention agressive, offre une réelle possibilité de procéder de suite aux négociations pour une paix générale entre les Etats belligérants. La délégation russe propose, par suite, une suspension des négociations de dix jours, qui commenceront le soir et se termineront le soir du 4 janvier 1918, afin que les peuples dont les gouvernements ne se sont pas encore joints aux négociations commencées ici, en vue d'une paix générale, aient la possibilité de connaître les principes, maintenant exposés, d'une telle paix. »

Après ce délai, les négociations devraient de toute façon être continuées. »

Le président Czernin pria alors la délégation russe de remettre cette réponse par écrit en entrant dans les détails qui, en tout cas, devraient être réglés par le gouvernement russe et par les alliés. Le chef de la délégation russe a accepté la proposition du comte Czernin et s'est déclaré prêt à entrer immédiatement en discussion sur ces points spéciaux qui, aussi dans le cas de négociations d'une paix générale, auraient à faire l'objet de discussions spéciales entre la Russie et les quatre alliés.

Sur la proposition de von Kühlmann, il a été décidé, à l'unanimité, afin d'éviter toute perte de temps, et étant donné l'importance de la tâche à remplir, de commencer ces négociations dès demain matin. Une autre dépêche annonce que, conformément à cet accord, des délibérations ont eu lieu ce matin entre les délégués russes et ceux de la Quadruple, principalement sur le rétablissement des rapports entre les puissances précitées. Ces délibérations continueront.

PETROGRAD, 26 décembre. — Le secrétaire général de l'Ukraine communique la note suivante :

« Les troupes ukrainiennes ont pris possession des états-majors des 4^e, 8^e et 11^e armées dont les éléments maximalistes ont été désarmés. Les soldats qui opposèrent de la résistance ont été expulsés du territoire de l'Ukraine. L'étudiant Rochal, le dictateur de Cronstadt bien connu, a été arrêté ; il sera traduit devant la justice révolutionnaire ukrainienne, sous l'inculpation de propagande contre le régime légitime de la république de l'Ukraine. »

La 11^e armée a une nombreuse artillerie et un matériel de guerre important.

Une commission économique allemande va venir à Petrograd

AMSTERDAM, 27 décembre. — On mande de Berlin, en date du 26, que la commission prévue par l'appendice à l'armistice russo-allemand partira aujourd'hui pour Petrograd, sous la conduite de von Mirbach. La commission négociera un accord pour l'échange des prisonniers civils et des grands blessés et préparera également des mesures destinées à rétablir les relations entre les deux pays.

Les usines métallurgiques renvoient leur personnel

LONDRES, 27 décembre. — On mande de Petrograd que les usines Poutiloff, employant trente mille ouvriers, et les usines métallurgiques de Petrograd, employant huit mille ouvriers, commencent le renvoi de leurs ouvriers.

Les futures négociations de paix auraient lieu à Stockholm

LONDRES, 27 décembre. — On mande de Stockholm au Morning Post :

« L'information suivant laquelle Stockholm a été choisi comme siège des négociations de paix russo-allemandes, est maintenant confirmée par M. Vorovsky, le représentant de Lénine à Stockholm. Il déclare que, selon toute probabilité, les négociations commenceront ici au début de janvier, époque à laquelle on attend l'arrivée dans la capitale suédoise de tous les délégués se trouvant maintenant à Brest-Litovsk. » (Havas.)

Un aviateur anglais fait sauter à Roulers un train de munitions

AMSTERDAM, 27 décembre. — On mande de la frontière au Telegraf qu'un train de munitions a été récemment atteint, dans la gare de Roulers, par des bombes lancées par un aviateur britannique. Il y eut une formidable explosion. Le quartier de la gare de Roulers est presque entièrement détruit. L'aviateur fut contraint d'atterrir par le déplacement de l'air. (Havas.)

Mort de Judith Gautier

On annonce, de Dinard, la mort de Mme Judith Gautier, membre de l'Académie des Goncourt, fille de Théophile Gautier.

M. CHARLES HUMBERT CONFRONTÉ AVEC MM. LENOIR ET DESOUCHES

La confrontation reprise hier après-midi sera probablement terminée aujourd'hui.

La confrontation de M. Charles Humbert avec MM. Lenoir et Desouches a été reprise, hier, à deux heures, par M. Drioux, juge d'instruction.

Pierre Lenoir a reconnu qu'il n'avait jamais fait connaître le nom de M. Schœller à M. Charles Humbert. Cependant il aurait dit un jour à celui-ci que les fonds avaient été remis à M. Lenoir père par un industriel suisse, ami de ce dernier.

M. Humbert l'aurait interrompu par ces mots :

« Mon petit, je connais cette affaire mieux que vous. »

Ce à quoi Lenoir aurait riposté : « Nous étions quatre, dont Desouches, à connaître l'origine des fonds. Seul Desouches a pu vous renseigner. »

Intervenant à cet instant, Guillaume Desouches proteste en ces termes :

« J'ai beaucoup de peine contre M. Humbert, dit-il, car c'est lui qui a brisé ma vie, qui m'a fait perdre mon étude d'avocat et qui est cause de mon arrestation, mais néanmoins c'est une infamie de prétendre que j'ai renseigné sur l'origine des fonds, alors que, moi-même, j'ignorais M. Schœller. »

A son tour, M. Humbert déclare :

« C'est la non seulement une infamie mais c'est une sottise, puisque, après l'incident Murin pacha, j'ai demandé aux pouvoirs publics de prendre, dans un but patriotique, des renseignements sur cette mystérieuse affaire. »

La confrontation prendra fin aujourd'hui. Dans l'après-midi, sur mandat de M. Drioux, M. Pachot, commissaire aux délégations judiciaires, a perquisitionné à Vanves-Malakoff.

L'affaire Caillaux

En raison des jours fériés, le premier interrogatoire de MM. Caillaux, Loustalot et Paul Comby a été retardé. Conformément aux prescriptions du code de justice militaire, les défenseurs devront être convoqués quarante-huit heures à l'avance pour prendre communication du dossier de leurs clients.

C'est très vraisemblablement le jeudi 3 janvier que le capitaine Bouchardon commencera son instruction par l'interrogatoire de M. Joseph Caillaux.

L'affaire du « Bonnet rouge »

L'inculpé Duval, administrateur du Bonnet Rouge, a été à nouveau interrogé, hier matin, par le lieutenant Boudoux, substitut du rapporteur au 3^e conseil de guerre, toujours sur ses voyages en Suisse.

L'instruction de l'affaire du « Bonnet rouge » ne pourra pas être close avant le mois de février, une enquête aussi délicate qu'importante se poursuivant à Genève, à Berne et à Zurich.

L'affaire Daudet-Gunsbourg

La douzième chambre correctionnelle a rendu hier son jugement dans le procès en diffamation intenté par M. Gunsbourg, directeur du théâtre de Monte-Carlo, à M. Léon Daudet.

Le tribunal a condamné M. Léon Daudet à 1.000 francs d'amende, le gérant de l'Action française à 1.000 fr. d'amende, tous deux solidairement à 1 fr. de dommages-intérêts et à six insertions du jugement, dont une dans l'Action française.

Le résultat de l'emprunt sera connu aujourd'hui

Le gouvernement fera connaître aujourd'hui, au début de la séance de la Chambre, le résultat du dernier emprunt.

Toute la correspondance et toutes les communications concernant la rédaction et l'administration d'Excelsior doivent désormais être adressées : 26, RUE D'ENGHIEN, PARIS (10^e)

Bourse de Paris, 27 décembre 1917

VALEURS	Cours précédent	Cours du jour	VALEURS	Cours précédent	Cours du jour
PARQUET					
1 ^{er} Fanc. 1893	380	382 75	1 ^{er} Fanc. 1893	380	382 75
2 ^e Fanc. 1893	375	374	2 ^e Fanc. 1893	375	374
3 ^e Fanc. 1893	380	380	3 ^e Fanc. 1893	380	380
4 ^e Fanc. 1893	380	380	4 ^e Fanc. 1893	380	380
5 ^e Fanc. 1893	380	380	5 ^e Fanc. 1893	380	380
6 ^e Fanc. 1893	380	380	6 ^e Fanc. 1893	380	380
7 ^e Fanc. 1893	380	380	7 ^e Fanc. 1893	380	380
8 ^e Fanc. 1893	380	380	8 ^e Fanc. 1893	380	380
9 ^e Fanc. 1893	380	380	9 ^e Fanc. 1893	380	380
10 ^e Fanc. 1893	380	380	10 ^e Fanc. 1893	380	380
11 ^e Fanc. 1893	380	380	11 ^e Fanc. 1893	380	380
12 ^e Fanc. 1893	380	380	12 ^e Fanc. 1893	380	380
13 ^e Fanc. 1893	380	380	13 ^e Fanc. 1893	380	380
14 ^e Fanc. 1893	380	380	14 ^e Fanc. 1893	380	380
15 ^e Fanc. 1893	380	380	15 ^e Fanc. 1893	380	380
16 ^e Fanc. 1893	380	380	16 ^e Fanc. 1893	380	380
17 ^e Fanc. 1893	380	380	17 ^e Fanc. 1893	380	380
18 ^e Fanc. 1893	380	380	18 ^e Fanc. 1893	380	380
19 ^e Fanc. 1893	380	380	19 ^e Fanc. 1893	380	380
20 ^e Fanc. 1893	380	380	20 ^e Fanc. 1893	380	380
21 ^e Fanc. 1893	380	380	21 ^e Fanc. 1893	380	380
22 ^e Fanc. 1893	380	380	22 ^e Fanc. 1893	380	380
23 ^e Fanc. 1893	380	380	23 ^e Fanc. 1893	380	380
24 ^e Fanc. 1893	380	380	24 ^e Fanc. 1893	380	380
25 ^e Fanc. 1893	380	380	25 ^e Fanc. 1893	380	380
26 ^e Fanc. 1893	380	380	26 ^e Fanc. 1893	380	380
27 ^e Fanc. 1893	380	380	27 ^e Fanc. 1893	380	380
28 ^e Fanc. 1893	380	380	28 ^e Fanc. 1893	380	380
29 ^e Fanc. 1893	380	380	29 ^e Fanc. 1893	380	380
30 ^e Fanc. 1893	380	380	30 ^e Fanc. 1893	380	380
31 ^e Fanc. 1893	380	380	31 ^e Fanc. 1893	380	380
32 ^e Fanc. 1893	380	380	32 ^e Fanc. 1893	380	380
33 ^e Fanc. 1893	380	380	33 ^e Fanc. 1893	380	380
34 ^e Fanc. 1893	380	380	34 ^e Fanc. 1893	380	380
35 ^e Fanc. 1893	380	380	35 ^e Fanc. 1893	380	380
36 ^e Fanc. 1893	380	380	36 ^e Fanc. 1893	380	380
37 ^e Fanc. 1893	380	380	37 ^e Fanc. 1893	380	380
38 ^e Fanc. 1893	380	380	38 ^e Fanc. 1893	380	380
39 ^e Fanc. 1893	380	380	39 ^e Fanc. 1893	380	380
40 ^e Fanc. 1893	380	380	40 ^e Fanc. 1893	380	380
41 ^e Fanc. 1893	380	380	41 ^e Fanc. 1893	380	380
42 ^e Fanc. 1893	380	380	42 ^e Fanc. 1893	380	380
43 ^e Fanc. 1893	380	380	43 ^e Fanc. 1893	380	380
44 ^e Fanc. 1893	380	380	44 ^e Fanc. 1893	380	380
45 ^e Fanc. 1893	380	380	45 ^e Fanc. 1893	380	380
46 ^e Fanc. 1893	380	380	46 ^e Fanc. 1893	380	380
47 ^e Fanc. 1893	380	380	47 ^e Fanc. 1893	380	380
48 ^e Fanc. 1893	380	380	48 ^e Fanc. 1893	380	380
49 ^e Fanc. 1893	380	380	49 ^e Fanc. 1893	380	380
50 ^e Fanc. 1893	380	380	50 ^e Fanc. 1893	380	380
51 ^e Fanc. 1893	380	380	51 ^e Fanc. 1893	380	380
52 ^e Fanc. 1893	380	380	52 ^e Fanc. 1893	380	380
53 ^e Fanc. 1893	380	380	53 ^e Fanc. 1893	380	380
54 ^e Fanc. 1893	380	380	54 ^e Fanc. 1893	380	380
55 ^e Fanc. 1893	380	380	55 ^e Fanc. 1893	380	380
56 ^e Fanc. 1893	380	380	56 ^e Fanc. 1893	380	380
57 ^e Fanc. 1893	380	380	57 ^e Fanc. 1893	380	380
58 ^e Fanc. 1893	380	380	58 ^e Fanc. 1893	380	380
59 ^e Fanc. 1893	380	380	59 ^e Fanc. 1893	380	380
60 ^e Fanc. 1893	380	380	60 ^e Fanc. 1893	380	380
61 ^e Fanc. 1893	380	380	61 ^e Fanc. 1893	380	380
62 ^e Fanc. 1893	380	380	62 ^e Fanc. 1893	380	380
63 ^e Fanc. 1893	380	380	63 ^e Fanc. 1893	380	380
64 ^e Fanc. 1893	380	380	64 ^e Fanc. 1893	380	380
65 ^e Fanc. 1893	380	380	65 ^e Fanc. 1893	380	380
66 ^e Fanc. 1893	380	380	66 ^e Fanc. 1893	380	380
67 ^e Fanc. 1893	380	380	67 ^e Fanc. 1893	380	380
68 ^e Fanc. 1893	380	380	68 ^e Fanc. 1893	380	380
69 ^e Fanc. 1893	380	380	69 ^e Fanc. 1893	380	380
70 ^e Fanc. 1893	380	380	70 ^e Fanc. 1893	380	380
71 ^e Fanc. 1893	380	380	71 ^e Fanc. 1893	380	380
72 ^e Fanc. 1893	380	380	72 ^e Fanc. 1893	380	380
73 ^e Fanc. 1893	380	380	73 ^e Fanc. 1893	380	380
74 ^e Fanc. 1893	380	380	74 ^e Fanc. 1893	380	380
75 ^e Fanc. 1893	380	380	75 ^e Fanc. 1893	380	380
76 ^e Fanc. 1893	380	380	76 ^e Fanc. 1893	380	380
77 ^e Fanc. 1893	380	380	77 ^e Fanc. 1893	380	380
78 ^e Fanc. 1893	380	380	78 ^e Fanc. 1893	380	380
79 ^e Fanc. 1893	380	380	79 ^e Fanc. 1893	380	380
80 ^e Fanc. 1893	380	380	80 ^e Fanc. 1893	380	380
81 ^e Fanc. 1893	380	380	81 ^e Fanc. 1893	380	380
82 ^e Fanc. 1893	380	380	82 ^e Fanc. 1893	380	380
83 ^e Fanc. 1893	380	380	83 ^e Fanc. 1893	380	380
84 ^e Fanc. 1893	380	380	84 ^e Fanc. 1893	380	380
85 ^e Fanc. 1893	380	380	85 ^e Fanc. 1893	380	380
86 ^e Fanc. 1893	380	380	86 ^e Fanc. 1893	380	380
87 ^e Fanc. 1893	380	380	87 ^e Fanc. 1893	380	380
88 ^e Fanc. 1893	380	380	88 ^e Fanc. 1893	380	380
89 ^e Fanc. 1893	380	380	89 ^e Fanc. 1893	380	380
90 ^e Fanc. 1893	380	380	90 ^e Fanc. 1893	380	380
91 ^e Fanc. 1893	380	380	91 ^e Fanc. 1893	380	380
92 ^e Fanc. 1893	380	380	92 ^e Fanc. 1893	380	380
93 ^e Fanc. 1893	380	380	93 ^e Fanc. 1893	380	380
94 ^e Fanc. 1893	380	380	94 ^e Fanc. 1893	380	380
95 ^e Fanc. 1893	380	380	95 ^e Fanc. 1893	380	380
96 ^e Fanc. 1893	380	380	96 ^e Fanc. 1893	380	380
97 ^e Fanc. 1893	380	380	97 ^e Fanc. 1893	380	380
98 ^e Fanc. 1893	380	380	98 ^e Fanc. 1893	380	380
99 ^e Fanc. 1893	380	380	99 ^e Fanc. 1893	380	380
100 ^e Fanc. 1893	380	380	100 ^e Fanc. 1893	380	380
101 ^e Fanc. 1893	380	380	101 ^e Fanc. 1893	380	380
102 ^e Fanc. 1893	380	380	102 ^e Fanc. 1893	380	380
103 ^e Fanc. 1893	380	380	103 ^e Fanc. 1893	380	380
104 ^e Fanc. 1893	380	380	104 ^e Fanc. 1893	380	380
105 ^e Fanc. 1893	380	380	105 ^e Fanc. 1893	380	380
106 ^e Fanc. 1893	380	380	106 ^e Fanc. 1893	380	380
107 ^e Fanc. 1893	380	380	107 ^e Fanc. 1893	380	380
108 ^e Fanc. 1893	380	380	108 ^e Fanc. 1893	380	380
109 ^e Fanc. 1893	380	380	109 ^e Fanc. 1893	380	380
110 ^e Fanc. 1893	380	380	110 ^e Fanc. 1893	380	380
111 ^e Fanc. 1893	380	380	111 ^e Fanc. 1893	380	380
112 ^e Fanc. 1893	380	380	112 ^e Fanc. 1893	380	380
113 ^e Fanc. 1893	380	380	113 ^e Fanc. 1893	380	380
114 ^e Fanc. 1893	380	380	114 ^e Fanc. 1893	380	380
115 ^e Fanc. 1893	380	380	115 ^e Fanc. 1893	380	380
116 ^e Fanc. 1893	380	380	116 ^e Fanc. 1893	380	380
117 ^e Fanc. 1893	380	380	117 ^e Fanc. 1893	380	380
118 ^e Fanc. 1893	380	380	118 ^e Fanc. 1893	380	380
119 ^e Fanc. 1893	380	380	119 ^e Fanc. 1893	380	380
120 ^e Fanc. 1893	380	380	120 ^e Fanc. 1893	380	380
121 ^e Fanc. 1893	380	380	121 ^e Fanc. 1893	380	380
122 ^e Fanc. 1893	380	380	122 ^e Fanc. 1893	380	380
123 ^e Fanc. 1893	380	380	123 ^e Fanc. 1893	380	380
124 ^e Fanc. 1893	380	380	124 ^e Fanc. 1893	380	380
125 ^e Fanc. 1893	380	380	125 ^e Fanc. 1893	380	380
126 ^e Fanc. 1893	380	380	126 ^e Fanc. 1893	380	380
127 ^e Fanc. 1893	380	380	127 ^e Fanc. 1893	380	380
128 ^e Fanc. 1893	380	380	128 ^e Fanc. 1893	380	380
129 ^e Fanc. 1893	380	380	129 ^e Fanc. 1893	380	380
130 ^e Fanc. 1893	380	380	130 ^e Fanc. 1893	380	380
131 ^e Fanc. 1893	380	380	131 ^e Fanc. 1893	380	380
132 ^e Fanc. 1893	380	380	132 ^e Fanc. 1893	380	380
133 ^e Fanc. 1893	380	380	133 ^e Fanc. 1893	380	380
134 ^e Fanc. 1893	380	380	134 ^e Fanc. 1893	380	380
135 ^e Fanc. 1893	380	380	135 ^e Fanc. 1893	380	380
136 ^e Fanc. 1893	380	380	136 ^e Fanc. 1893	380	380
137 ^e Fanc. 1893	380	380	137 ^e Fanc. 1893	380	380
138 ^e Fanc. 1893	380	380	138 ^e Fanc. 1893	380	380
139 ^e Fanc. 1893	380	380	139 ^e Fanc. 1893	380	380
140 ^e Fanc. 1893	380	380	140 ^e Fanc. 1893	380	380
141 ^e Fanc. 1893	380	380	141 ^e Fanc. 1893	380	380
142 ^e Fanc. 1893	380	380	142 ^e Fanc. 1893	380	380
143 ^e Fanc. 1893	380	380	143 ^e Fanc. 1893	380	380
144 ^e Fanc. 1893	380	380	144 ^e Fanc. 1893	380	380
145 ^e Fanc. 1893	380	380	145 ^e Fanc. 1893	380	380
146 ^e Fanc. 1893	380	380	146 ^e Fanc. 1893	380	380
147 ^e Fanc. 1893	380	380	147 ^e Fanc. 1893	380	380
148 ^e Fanc. 1893	380	380	148 ^e Fanc. 1893	380	380
149 ^e Fanc. 1893	380	380	149 ^e Fanc. 1893	380	380
150 ^e Fanc. 1893	380	380	150 ^e Fanc. 1893	380	380
151 ^e Fanc. 1893	380	380	151 ^e Fanc. 1893	380	380
152 ^e Fanc. 1893	380	380	152 ^e Fanc. 1893	380	380
153 ^e Fanc. 1893	380	380	153 ^e Fanc. 1893	380	380
154 ^e Fanc. 1893	380	380	154 ^e Fanc. 1893	380	380
155 ^e Fanc. 1893	380	380	155 ^e Fanc. 1893	380	380
156 ^e Fanc. 1893	380	380	156 ^e Fanc. 1893	380	380
157 ^e Fanc. 1893	380				

LE MONDE

B L O C - N O T E S

IMAGE D'ÉPINAL

PAR

GEORGES DOCQUOIS

LES COURS

— A l'occasion de la fête de Noël, S. M. la reine Elisabeth a visité l'hôpital de Beveren. La souveraine était accompagnée de S. A. R. le prince Charles, de la comtesse Van den Steen de Jéhay et du major Proud'homme. Reçue par le docteur Burger, directeur adjoint de l'hôpital, et par le commandant Five, elle parcourut les salles, s'entretenant avec les blessés et avec les civils atteints par les bombes d'avions ou les projectiles des canons à longue portée au moyen desquels les Allemands bombardent les villages en arrière du front.

INFORMATIONS

— M. Venizelos, qui vient d'arriver à San Remo, y est l'hôte de M. Zeroudachi.

CITATIONS

Le capitaine Nicolas Yovitchevitch, qui était chef d'état-major d'un corps d'armée monténégrin et qui, au début de la guerre, s'engagea dans la légion étrangère, vient d'être décoré, par le général Pétain, de la Légion d'honneur et est l'objet de la citation suivante à l'ordre de l'armée :

« A mené le combat du 20 août 1917 en tête des premières vagues avec une ardeur et une décision qui ont fait l'admiration de tous. Dans son élan, a atteint l'objectif final avec une heure d'avance, dépassant nos propres barrières d'artillerie, contribuant à la capture de deux canons et de nombreux prisonniers. Blessé au cours de l'action, a conservé son commandement. »

Ce vaillant officier a été à nouveau décoré, par S. M. le roi du Monténégro, de la croix pour la Bravoure, croix légendaire qui n'avait été donnée en France, jusqu'ici, qu'à la ville de Verdun et au général Gouraud.

NAISSANCES

— La comtesse Louis-Charles de Kergorlay, née d'Albon, a mis au monde une fille, Marie-Suzanne.

— La comtesse Gabriel de Choiseul-Praslin vient de donner le jour à un fils qui a reçu le prénom de René.

MARIAGES

— Malgré le caractère intime de la cérémonie, une très nombreuse assistance, dans laquelle on remarquait la plupart des notabilités de la société parisienne, était réunie hier à midi en l'église Saint-Pierre de Chaillot pour la célébration du mariage du comte Jean de La Rochefoucauld, lieutenant au 3^e chasseurs, décoré de la croix de guerre, fils du comte et de la comtesse de La Rochefoucauld, avec Mlle de Fels, fille du comte et de la comtesse de Fels. La messe fut dite par l'abbé Sicard, curé de la paroisse, et la bénédiction nuptiale donnée par Mgr Leroy, évêque d'Alinda, qui a prononcé une très élogieuse allocution au cours de laquelle il fit discrètement allusion à la récente et glorieuse disparition de l'oncle du marié et du frère de Mlle de Fels.

Les témoins du marié étaient : le duc d'Estissac, son cousin, et le capitaine de La Rochette; la jeune mariée était assistée de M. Jacques Pion, député, son grand-oncle, et de la marquise de Boisgelin, sa sœur.

Le défilé à la sacristie a duré plus d'une heure.

Ajoutons que les jeunes époux ont reçu de nombreux et très beaux cadeaux.

DEUILS

— En l'église Saint-Augustin a été célébré, hier, un service pour le repos de l'âme du comte John d'Oultremont, grand maréchal de la cour du roi Léopold II, grand maréchal honoraire de la cour du roi Albert I^{er}.

Le deuil était conduit par le commandant Guy d'Oultremont, le lieutenant Jean d'Oultremont et le comte Louis d'Oultremont, fils du défunt, ainsi que par les autres membres de la famille.

Le général baron Empain, aide de camp de S. M. le roi des Belges, avait pris place dans le chœur.

Remarqué dans l'assistance :

Le ministre de Belgique et la baronne de Gaiffier d'Hestroy, baron et baronne Beyens, comte et comtesse de Gyldenstolpe, princesse Henri de Ligne, princesse Charles de Ligne, comte d'Hinsdal, comtesse H. d'Oultremont, comte et comtesse Charles de Liedekerke, comte et comtesse Xavier de La Rochefoucauld, comte et comtesse Hubert de Laubespain, marquise d'Imécourt, comte et comtesse Georges de Gerniny, vicomtesse des Courtils de Merlemont, comte et comtesse Herman de Mérode, vicomtesse de Fiers, marquis et marquise de Moustiers, comte R. de Changy, etc., etc.

Les obsèques de M. René Stourm, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques, ont eu lieu hier matin, à dix heures, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin.

Nous apprenons la mort :

Du docteur Armand Denois, sénateur de la Dordogne, décédé à l'âge de soixante-neuf ans, en son domicile, 16, rue Cassette.

— Prière d'adresser les avis de Naissances, Mariages, Décès, etc., à l'Office des Publications, 24, boulevard Poissonnière. Téléphone Central 52-11. Bureaux : 9 à 6 heures; dimanches et fêtes, 11 à 12 heures; 5 à 6 heures. Prix spéciaux consentis à nos abonnés.

La jeune postière à qui j'achète d'ordinaire mes pneumatiques et mes carnets de timbres s'est mise à rire, hier, en me voyant m'approcher de son guichet. C'est l'habitude des jeunes employées et ouvrières de Paris d'éclater de rire dès qu'en public un petit malheur leur arrive ou les menace. Deux midinettes que frôle une auto lancée à grande vitesse n'ont pas le cri d'effroi ou la grimace d'angoisse que nous aurions, vous ou moi, dans un cas pareil; elles bondissent en arrière, se regardent et pouffent de rire. Observez l'une d'elles dans l'instant où elle glisse sur le verglas et s'étale. Une vieille dame à qui arrive un tel accident et que les passants aident à se relever se confond en remerciements émus; la femme de quarante ans, humiliée et furieuse, hausse les épaules et décampe sans un mot aimable à l'homme qui la ramasse; la midinette se relève toute seule et se sauve en se « tordant ».

Ma petite postière, elle, aurait pu chanter comme la Marguerite de Faust :

Ah ! je ris...
De me voir si laide en ce miroir.

Son gentil visage était, en effet, défiguré par une fluxion qu'un copieux tampon d'ouate, maintenu par une bande de toile, enveloppait. Et mon air effaré semblait l'amuser beaucoup.

Il n'y avait personne au guichet, à ce moment-là. On pouvait donc causer un peu. Alors elle m'expliqua qu'elle était allée la veille, au Châtelet, avec des amies. « Ah ! ce qu'on s'est amusé, madame ! » Et elle précisait :

« Comme on sort tard du bureau, et que la pièce commence à huit heures, on n'avait pas pu dîner. On avait donc mangé du pain et des pommes, en faisant queue devant le théâtre, dans la boue glacée. On avait ensuite grimpé au « poulailler » ; et il y avait un tel monde là-haut que, sans l'aide de deux poils obligés, on n'aurait rien vu du tout. L'écrasement après la bousculade. « On n'a jamais tant rigolé », dit la postière.

Je lui demande : « Et pour rentrer chez vous ? » De nouveau ses yeux brillent de gaieté. Pour rentrer chez elle, en haut de Montmartre, elle avait voulu prendre le Métro. « Allez-y voir ! » La moitié de la salle s'y était précipitée. Il y avait au guichet du Métro une queue qui couvrait les escaliers et allait « jusqu'à la rue de Rivoli ». Nouvelle station dans les ténèbres et dans le froid. Alors on avait pris le parti de remonter à Montmartre « avec ses jambes ». On avait marché près d'une heure... et on s'était réveillée avec une fluxion.

Tout ce récit est coupé d'éclats de rire. Je l'écoute avec ravissement. Non, décidément, le Théâtre, même en temps de guerre, n'est point un délassement superflu ! L'âme de la foule le réclame. Fût-ce au prix du jeûne, de la fatigue et des fluxions, une midinette a besoin de rêve comme de pain.

SONIA.

Pas de carte de pain

Il paraît que nous avons été bien sages, et qu'en conséquence il ne sera pas nécessaire de nous soumettre au régime de la carte de pain. Tant mieux, car ce régime avait quelque chose de fatigant et de contraignant à l'égalité, dans son apparence égalitaire, qui choquait étrangement.

Nous permettrai-je de souligner tout de même à ce propos la dernière nouveauté à nous apportée par la guerre, cette guerre qui renverse, comme à plaisir, toutes les notions acquises depuis des siècles ?

Quel est l'enfant qui n'a pas été traité de gourmand parce qu'il ne prenait pas assez vite l'habitude de manger du pain avec tous ses aliments ?

Ce n'est pas jolir de manger sa viande sans pain !... Les enfants bien élevés man-

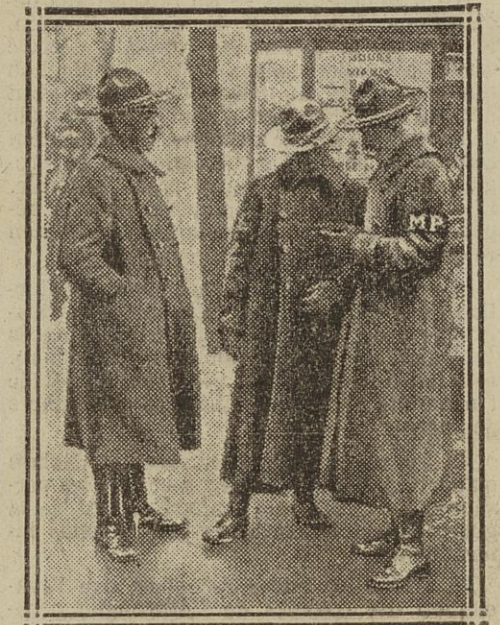
gent du pain avec tous les plats... Si tu continues à ne pas manger de pain comme une grande personne, tu n'auras pas de dessert. La guerre est venue, et il a fallu dire tout le contraire aux enfants :

— Il est défendu de manger trop de pain. Il n'y a que les enfants gourmands qui demandent toujours du pain. Un enfant bien élevé mange le moins de pain possible.

Il n'y a d'ailleurs aucune conclusion à tirer de cette remarque.

Une police américaine à Paris

La présence à Paris de nombreux soldats américains a amené le gouvernement de Washington à créer ici un corps de police autonome qui veillera à la tenue des « samities » et leur rendra de fréquents services. Le siège de la prévôté américaine sera rue Sainte-Anne. Un millier d'agents seront ré-



LES M. P. AMÉRICAINS EN FONCTION SUR NOS GRANDS BOULEVARDS

partis tant à Paris que dans les principaux centres militaires américains.

Déjà on peut en voir quelques-uns dans l'exercice de leurs fonctions, notamment sur la place de l'Opéra.

Leur uniforme est celui des soldats, sauf en deux détails : ils n'ont pas de cordon pour assurer leur couvre-chef et portent un brassard noir avec ces initiales en drap rouge : M. P., ce qui signifie *Military police*.

Les Anglais, d'ailleurs, ont aussi en France leur police particulière.

Vacances parlementaires

Ce sont là deux mots qui n'ont plus de signification. Les Chambres ne prennent plus de vacances. Elles se contentent de fixer leur prochaine séance à une date un peu éloignée.

En principe, d'après notre bonne Constitution, elles devraient avoir vacances pendant plus de la moitié de l'année, la durée minimum de la session ordinaire annuelle n'étant que de cinq mois.

Mais, depuis les temps les plus anciens, elles ont pris l'habitude, après s'être séparées en juillet, de rentrer pour une session extraordinaire au début du mois d'octobre, à peu près comme les collègues, et le fait est que rien ne ressemble à une classe comme une réunion parlementaire.

Cette session dite extraordinaire dure jusqu'à la fin de l'année.

Quand vient le 31 décembre, la session extraordinaire est close, et il y a des vacances pour le jour de l'an, encore comme dans les lycées et collèges.

Mais, aux termes de la Constitution, la session ordinaire doit commencer obligatoirement le deuxième mardi de janvier. En 1918, le 1^{er} janvier est un mardi. Les vacances, s'il y en avait, dureraient donc juste une semaine.

Il n'y aura pas de vacances, ainsi que nous l'avons dit plus haut, mais à la dernière séance de cette année on fixera la

date de la séance suivante au mardi 8 janvier, et cela reviendra au même.

Quiconque a suivi les travaux parlementaires de ce dernier trimestre convient d'ailleurs que MM. les députés ont bien gagné huit jours de repos.

Pour ne pas avoir froid

On dit couramment aux personnes qu'on trouve dans une pièce bien chauffée : — Prenez garde, vous allez attraper froid en sortant.

C'est là une erreur. C'est en sortant d'une pièce bien chaude qu'on est le moins sensible au froid. On a emmagasiné une provision de chaleur, et il faut un certain temps pour que la température de l'air ambiant la fasse disparaître.

Au contraire, sortez d'un appartement mal chauffé : vous êtes bien plus exposé à souffrir du froid extérieur.

Ce qui est pernicieux, c'est la chaleur artificielle produite par un exercice violent, tel que la danse. Aller, comme on le fait trop souvent, prendre l'air entre deux valses qui ont suscité une transpiration plus ou moins abondante, c'est s'exposer aux rhumes, fluxions de poitrine, bronchites et autres maux cruels.

C'est sans doute ce qu'a voulu dire le poète dans le vers célèbre :

Elle aimait trop le bal, c'est ce qui l'a tuée.

Mais se rôtir un instant au feu de la grille avant de se lancer dans le froid de la rue, rien n'est aussi efficace pour ne pas y prendre garde.

Une erreur

M. Compère-Morel, député socialiste, est chargé, avec MM. Le Rouzic et Cosnier, de développer et d'intensifier notre production agricole.

Nul doute que ces trois hommes compétents ne nous rendent à cet égard de grands services.

Il est plaisant de rappeler à ce propos que, au moment où, pour la première fois, M. Compère-Morel se mêla aux luttes politiques, son nom causa un certain étonnement.

Il arriva même que, dans un document quasi officiel, on commit une étrange confusion : on crut que ce nom désignait non un homme mais un almanach, et que l'on disait « le Compère-Morel » comme on dit « le Bonhomme Normand » ou « le Triple Liégeois ». Espérons que cet almanach ne nous annoncera que de bonnes récoltes.

Faïences kaiserliennes

Par suite de la crise de charbon en Allemagne, la faïencerie de Kalden a dû arrêter sa fabrication.

Cette faïencerie est une des nombreuses usines appartenant à Guillaume II et dont les produits lui servent à parer à l'insuffisance de sa liste civile.

S'il a interrompu ce commerce lucratif, c'est à coup sûr qu'il n'a pu faire autrement.

Il y a là une bonne indication sur la situation économique réelle de l'Allemagne.

Mais on peut être rassuré sur les intérêts du kaiser : il saura se rattraper.

Il mériterait aussi le titre de premier commerçant de son empire.

LE PONT DES ARTS

M. Georges Clemenceau a permis la publication sous ce titre : *Vouloir ou mourir*, de quelques pages ardentes, écrites en 1913, où l'éminent homme d'Etat lance un appel au patriotisme du pays et montre, d'une façon en quelque sorte prophétique, l'immensité du sacrifice qui allait lui être demandé.

M. L. Roger-Miles a recueilli une véritable gerbe des anecdotes et des mots émuivants de la guerre : *Le Jardin des fleurs héroïques*. M. Maurice Donnay lui a fait une préface.

Mlle Magd Abril, notre collaboratrice, vient de faire paraître dans « la Renaissance » un article sur les *Surintendants dans les usines de guerre*.

LE VEILLEUR

MODE ORIENTALE

par Henry Fournier.



— Des femmes turques ?... Mais non : deux Parisiennes... Et jolies !...
— Ah !... Jolies !... Je voudrais bien voir, pour croire.

LAIT CONCENTRÉ SUCRÉ et SANS SUCRE

NESTLÉ

En Vente partout LA MARQUE PRÉFÉRÉE

LA SEMAINE ÉLÉGANTE

LES BONBONS ET LA CRISE DU SUCRE. — LES BOITES A SUCRE ET LES BOITES A LAIT SONT DES BIBELOTS DE GUERRE. — LES RUBANS BRODÉS, LAMÉS OU BROCHÉS SONT TRÈS EMPLOYÉS POUR FAIRE DES OBJETS ÉLÉGANTS, AGRÉABLES A OFFRIR.

CETTE ÉPOQUE de l'année, les maisons de couture sont calmes ; c'était, autrefois, la "trêve des confiseurs", les quelques jours durant lesquels on négligeait les précieuses coquetteries pour commander chez X... les pralines réputées ; chez Z..., les chocolats savoureux et choisis ; chez l'orfèvre, l'antiquaire ou le gainer, les bibelots qui contiendraient des délicates friandises. Au risque de mécontenter fortement les confiseurs, on peut penser que gaspiller tant de sucre, en une époque aussi sévère, pour offrir à ses amis le banal présent qu'est un sac de bonbons, c'est n'être pas très raisonnable. Mais, après tout, il n'entre peut-être plus de sucre dans les bonbons puisque les pâtisseries affirment n'employer pour leurs petits gâteaux ni farine, ni sucre, ni beurre ! Donnerait-on beaucoup de bonbons, cette année ? Au front, ils sont fort bien accueillis, et personne n'omet de joindre quelques gourmandises aux paquets qu'on envoie à bas ; ici, il y a des étrennes utiles, charmantes à offrir. En ces temps de restrictions, il serait peut-être fort agréable de recevoir une caisse contenant quelques kilos de sucre, mais il y a plus de chance que vous receviez une de ces mignonnes boîtes contenant juste les deux morceaux ou les deux cuillerées réglementaires. Chez les antiquaires, toutes les petites boîtes à mouches ou les bonbonnières vous sont proposées pour cet usage. Chez les orfèvres, les boîtes rondes ou carrées, en vermeil, en émail ou en jade, ornées d'or, sont parmi les bibelots nouveaux. Plus modestes, mais plus amusantes sont les boîtes en fer ou en papier paraffiné, peintes de tons vifs et rehaussées d'une inscription appropriée. Dans la maison où l'on trouve ces boîtes à sucre de guerre, voici une nouveauté : la petite boîte pour alerte de zeppelins ; elle contient des allumettes et un rat de cave présentés, naturellement, avec quelque élégance. Un autre bibelot inspiré par le même régime en vigueur, c'est le porte-cartes pour serrer les carnets de charbon, de pain, de sucre, de bière, etc., etc., car la liste va s'allonger sans doute. Voici enfin le petit pot à lait pour emporter deux ou trois cuillerées de lait condensé, si l'on doit goûter dehors.

Avec les beaux rubans lamés, on fait d'adorables sacs qui permettront d'emporter la ration de pain ; des coussins qui mettent une note orientale très moderne sur le divan bas. Avec les rubans de taffetas rayé, on fait des abat-jour gais et amusants garnis de ruches et de volants vieillots ; avec les rubans imprimés, on fait de jolis tabliers, sacs à ouvrage pour le tricot ; tous ces menus bibelots élégants sont agréables à offrir et à recevoir et sont des étrennes de guerre.

JEANNE FARMANT.



Manteau dont le bas est en loutre et le haut en breitschwanz. La loutre est fendue sur les côtés et ourlée de breitschwanz.

Robe de mousseline de soie bleu vif brodée de perles de faux diamants et de rubis. Ceinture entièrement en perles de faux diamants.

Robe de velours noir ouverte sur un gilet de velours blanc brodé d'argent. Ceinture, de même tissu. Turban en ruban lamé.

Robe de velours noir garnie de rangées de boutons de tissu. La ceinture est faite d'un large ruban de satin bleu.

Robe de velours sur laquelle tombe une longue chemise de soie bleue brodée d'argent. Ceinture frangée en ruban de velours.

Robe de velours noir avec tunique assez ample en lamé or et vert ; des boutons d'or retiennent l'ampleur à la taille.

dont sa candeur native lui masquait les péris.

Une nuit, l'usine sauta. Un jour, Fabrice fut appréhendé. Les yeux dessillés, Florent eut bien du mal à démontrer qu'il avait été, purement et simplement, une dupe.

Ce pendant, Lucien s'était évadé. A peine de retour, il s'était fait renvoyer au front, et s'y était si vite et si bien distingué, qu'il y avait perdu une jambe et gagné la croix. Il rentra juste à temps pour recueillir l'héritage inattendu d'une vieille tante, de qui personne jamais n'avait soupçonné la rondelette fortune.

Celle des Nouveaux, piteusement redeviens Denou-Yeaudoux, s'était effondrée tout entière. Et ces imprudents furent trop heureux de réintégrer l'épicerie de la rue d'Alésia, que, devenu leur gendre, Lucien Carlier avait pu racheter !

Et, nunc, erudimini, gentes !

Georges DOGQUOIS.

Ce que pensent les Anglais de sir Rosslyn Wemyss

La nomination du nouveau lord de l'Amirauté est favorablement accueillie par la presse britannique.

Le nouveau lord de l'Amirauté, sir Rosslyn Erskine Wemyss, qui succède à l'amiral sir John Jellicoe, est né le 12 avril 1861. Il est le troisième fils de J.-H. Erskine Wemyss, de Wemyss Castle, comté de Fife (Ecosse). Il épousa, en 1903, la fille de feu sir Robert Morier, le distingué diplomate. Il entra dans la marine à l'âge de treize ans, en 1877. Il devint lieutenant en 1887, commandant en 1898, capitaine de vaisseau en 1901 et contre-amiral en 1911. Contre-amiral de la 2^e escadre en 1912-1913, il commanda, en avril 1915, l'escadre de débarquement des troupes à Gallipoli.

Vice-amiral depuis le 6 décembre 1916, il fut élevé, en juillet 1917, au poste de deuxième lord de l'Amirauté et, en septembre, il était suppléant du premier lord.

Il vient donc de prendre les fonctions pour lesquelles il était naturellement désigné.

C'est un homme aux vues amples et sérieuses et plein de volonté. Sa devise est : « Rien d'impossible », et il le prouve comme commandant des forces navales britanniques aux Dardanelles. C'est, en effet, grâce à ses qualités d'énergie, de sang-froid et de décision que les opérations de débarquement dans la baie de Suvla furent menées à bien et très habilement.

On prévoit que le départ de l'amiral Jellicoe sera suivi de nombreuses modifications dans la composition du conseil de l'Amirauté et de l'état-major naval.

La presse britannique commente longuement le départ de l'amiral Jellicoe. Le Times annonce des changements considérables non seulement dans le personnel de l'Amirauté, mais aussi dans le plan des opérations, et exprime l'espoir que les systèmes condamnés par la guerre seront abandonnés.

La jeune école a maintenant sa chance. Nous félicitons sincèrement le gouvernement d'avoir pris cette décision et d'en accepter immédiatement les conséquences.

Wemyss est un homme d'une bonne humeur inaltérable qui a la réputation de savoir choisir des subordonnés compétents. C'est un homme de combat qui a, dit-on, une très grande sympathie pour la jeune génération de la flotte. De récents incidents avaient conduit le pays à penser, sans savoir ce qui clochait, que tout n'allait pas très bien à l'Amirauté et dans la flotte elle-même. L'opinion prévalait que des mains libres et une tactique plus agressive eussent en des résultats très différents.

Nous attachons, en outre, une importance croissante à une lutte encore plus efficace contre la menace sous-marine. S'il est impérieusement nécessaire de lancer de nouveaux bateaux, il vaut mieux encore savoir ceux qu'on a. Nos vieux marins ont la conviction qu'ils peuvent complètement maîtriser le péril sous-marin, s'ils ont la liberté d'action qu'on ne leur a jamais accordée jusqu'à présent. Nous partageons leur confiance. En tout cas, on devrait leur donner les éléments leur permettant de courir leurs chances.

Le Daily Telegraph regrette cependant le départ de Jellicoe et demande que des explications soient données au public.

« A l'occasion du changement sensationnel apporté dans l'Amirauté par le départ de sir John Jellicoe, on devrait mettre le public au courant des causes de la crise, d'autant plus que la flotte est tout pour nous. »

« Il faut que la confiance du public soit fondée. Aussi, en l'absence d'un communiqué plus explicite, les bruits continueront à courir, ce qui n'est avantageux ni pour le personnel de la marine, ni pour le gouvernement. »

« Tout le monde regrettera le départ de sir John Jellicoe, dont le nom est dans toutes les bouches depuis la victoire du Jutland. » Les Daily News estiment que le départ de sir John Jellicoe est la conséquence des incidents récents qui ont tendu à discréditer la théorie de la maîtrise des mers personnifiée par le premier lord. Ils concluent en réclamant la création d'un état-major général naval, le pays étant en droit d'exiger qu'on fasse « tout ce qu'il est possible de faire pour assurer la compétence de l'administration navale britannique ».

Bolo a demandé sa mise en liberté provisoire !

Qui donc avait insinué que Bolo avait perdu de sa superbe, qu'il se rendait enfin compte du châtiment qu'il encourrait ?

Eh bien ! il n'en est rien... Bolo, qui avait été amené, hier matin, chez le capitaine Bouchardon, pour assister, en présence de son avocat M^r Albert Salle, à l'examen de documents remis la veille au rapporteur, a profité de cette circonstance pour demander au magistrat sa mise en liberté provisoire. Bolo invoqua le bénéfice de la nouvelle loi qui, modifiant plusieurs articles du code de justice militaire, assimile les officiers rapporteurs aux juges d'instruction, leur donnant ainsi la faculté de rejeter ou d'accepter une demande de mise en liberté provisoire.

Le capitaine Bouchardon ayant rejeté la demande formulée par Bolo, celui-ci déclara former opposition à cette décision en adressant un recours au gouverneur militaire de Paris.

Avant de regagner la Santé, Bolo a été autorisé à s'entretenir quelques instants avec Mme Bolo.

LES THÉÂTRES

Gaumont-Palace. — Le programme du jour de l'An. — Rarement sujet dramatique fut plus vigoureusement traité à l'écran que *Le Lien Secret* et rarement aussi vit-on une interprétation plus ardente et tragique. La célèbre artiste miss Anita Stewart remporte dans ce film un des plus beaux succès de sa carrière de comédienne. L'aventure héroïque des *Vieilles Femmes de l'Hospice* et le *Bébé Inconnu*, où se révèle un extraordinaire bambin de 9 mois et 4 dents, feront ensuite la joie du public.

De nombreuses et nouvelles attractions, actualités et vues de guerre complètent ce programme de fêtes.

A l'occasion du Nouvel An : matinées supplémentaires lundi 31, mardi 1^{er} janvier, mercredi 2 janvier, à 2 h. 15. Loc. : 4, rue Forest, 11 à 12 et 15 à 17 heures. Tél. : Marc. 16-73.

DEMAIN SAMEDI AUX FOLIES-BERGÈRE EN MATINÉE POPULAIRE
FAUTEUILS : 1, 2, 3 francs
LES AMÉRICAINS **HAMMOND et SWANTSON**
VILB RT et BERT-ANGÈRE
dans la **REVUE FÉRIQUE. — IMMENSE SUCÈS**
DIMANCHE LUNDI MATINÉE à 2 h. 30 A L'OCCASION DES FÊTES DU JOUR DE L'AN

AUJOURD'HUI EN MATINÉE ET EN SOIRÉE L'OLYMPIA
POUR LES FÊTES DU JOUR DE L'AN
MERVEILLEUX LES HAMAMURA
la plus célèbre troupe d'acrobatas.
LES TOMBOYS
les femmes les plus drôles du monde.
Nouveauté la plus grande
Originalité américaine
DAN et HARVEY
LES CHIENS MÉDIANS — RIBOT — REVEL — MURSELY
SPECTACLE SANS PRÉCÉDENT
LE MEILLEUR MARCHÉ DE TOUS
Matinées du Jour de l'an DIMANCHE LUNDI MARDI

La générale d'aujourd'hui : Grand-Guignol, 8 h. 15, *Voyage à deux*, *L'Autre*, *La Dernière Grisette*, *les Monstres*.

La Journée : Opéra, relâche ; dem., 7 h. 30, *Roma* (reprise). Comédie-Française, 7 h. 45, *L'Autre Danger*. Opéra-Comique, relâche ; dem., 8 h., *Sapho*. Odéon, relâche ; dem., 2 h. et 7 h. 45, *Marion Delorme*. Gaîté-Lyrique, relâche ; dem., 8 h., *la Reine de Chypre* (reprise). Vaudeville, 8 h. 30, *la Marraine de l'escouade*. Variétés, 8 h. 15, *Polichinelle* et *Perlmutter*. Gymnase, 8 h. 30, *Petite Reine*. Antoine, 7 h. 45, *les Bâtards* et *la Pinette*. Porte-Saint-Martin, 8 h. 15, *Grand-Père*. Châtelet, 8 h., *la Course au bonheur*. Sarah-Bernhardt, 8 h. 30, *les Nouveaux riches*. Th. Réjane, 8 h. 30, *la 18^e Chaise*. Apollo, 8 h. 15, *l'Homme à la clef*. Palais-Royal, 8 h. 30, *le Compartiment des dames seules*.

Athénée, 8 h., *le Marchand d'estampes*. Bouffes-Parisiens, 8 h. 30, *Madame et son filleul*. Nouvel-Ambigu, 8 h. 30, *le Système D*. Renaissance, 8 h. 30, *les Dragees d'Hercule*. Cluny, 8 h. 30, *Quatre femmes et un caporal*. Dejazet, 8 h., *les Femmes à la caserne*. Edouard-VII, 8 h. 45, *la Petite bonne d'Abraham*. Femina, 8 h. 30, *Gobette* de Paris. (Nagr. 29-78). Capucines, 8 h. 30, *A part ça ! le grand jeu*, *le prologue*. Th. Michel, 8 h. 45, *Judith*. Scala, 8 h., *Occupe-toi d'Amélie*. Comédie-Marigny, 8 h. 30, *la Martée du Touring Club*. Gaumartin, 8 h. 45, *la Jambe !* fantaisie-revue en 2 actes et 25 tableaux.

SPECTACLES DIVERS
Folies-Bergère, 8 h. 30, *la Revue féerique*. Olympia, 2 h. 30 et 8 h. 30, *Vingt vedettes et attractions*. Casino de Paris, 8 h. 30, *Gaby Deslys, Harry Pilcer, Bonnet, Rose Amy* dans la revue. Ba-Ta-Gan, 8 h. 30, *Cla moré* grande revue ; d'hiver, Mat. jeudis, dim. et fêtes. Location : Roqui. 30-12.

CINEMAS
Gaumont-Palace, 8 h. 15, *le Lien secret* ; les *Vieilles Femmes de l'Hospice*. Loc. : 4, r. Forest, 11 à 12 et 15 à 17 h. Tél. : Marcadet 16-73.

Interrogatoire de M. Turmel

Le capitaine Mangin-Bocquet, rapporteur au deuxième conseil de guerre, a interrogé, hier, M. Turmel, en présence de M^r Lagasse. Le député de Guingamp a renouvelé, au sujet des 350.000 fr. de commission qu'il avait touchés en Suisse, les déclarations qu'il avait faites au juge Gilbert.

En reprenant ainsi l'insinuation à son origine, le capitaine-rapporteur, tenant compte de l'exception d'incompétence soulevée par M. Turmel devant le tribunal correctionnel dans la plainte Cousin, a voulu éviter un écueil à la justice militaire : celui d'une instance en nullité de procédure, que n'aurait pas manqué d'introduire le député de Guingamp.

Le magistrat instructeur ne possède encore aucun renseignement sur les commissions rogatoires qu'il a envoyées en Suisse.

Des troupes noires du Congo belge combattent sur notre front

LONDRES, 27 décembre. — Dans les cercles officiels belges, on envisage l'idée que la Belgique, faisant un effort analogue à celui des autres puissances de l'Entente, pour compenser la défection russe, devrait offrir pour servir soit en Europe, soit en Asie, le concours des magnifiques troupes noires du Congo.

Ces troupes, qui ont déjà accompli leur part de la tâche commune dans la conquête de l'Est Africain allemand, seront probablement mises, à brève échéance, à la disposition des Alliés.

Très aguerries et disciplinées, nul doute qu'elles ne coopèrent efficacement aux prochaines actions militaires. (Radio.)

Correspondance

Mme Madeleine de B... répondra à toutes les questions féminines qui lui seront posées. Timbre pour lettre personnelle.

Mme R. A. — Voyez les fards et les parfums recommandés par Excelsior : ce sont les premiers dont il faut faire l'essai. Pour vos points noirs, lotionnez-les avec de l'eau de Vichy tiède, le matin, et le soir avec une solution de borate et d'eau de Cologne. Si ce traitement ne réussit pas, je vous en indiquerai un plus énergique.

Pâquerette. — Certainement. Présentez par exemple du thé ou du sucre dans une boîte enrubannée comme on le fait pour les bonbons, et ils seront des cadeaux très appréciés.

PROTÉGEZ VOTRE PEAU CONTRE LES RIGUEURS DE L'HIVER

Gercures et toutes imperfections de la peau du visage prévenues par un procédé d'absorption.

Rien ne nuit plus à la beauté du teint que le vent cinglant de l'hiver ; il gerce la peau, en attaque la couche extérieure et la dessèche. Pourquoi alors, connaissant ces inconvénients, ne pas les prévenir ou — s'ils est déjà trop tard — ne pas y remédier ? L'emploi de la Cire Aseptine paraît la solution indiquée ; ce produit peut non seulement protéger la peau encore intacte, mais il agit sur la peau déjà atteinte, il en fait disparaître les imperfections et en absorbe la mince couche extérieure qui est atteinte. La transformation est si graduelle, si douce que nul œil malveillant ne peut s'en apercevoir, et le procédé est des plus simples : la Cire Aseptine achetée chez la pharmacien, il suffit d'en étendre une petite quantité sur tout le visage avant de se coucher et de l'enlever le lendemain matin avec de l'eau tiède. Des progrès sont chaque jour sensibles, et au bout d'une semaine une véritable petite transformation s'est opérée. Quand la couche extérieure de la peau est absorbée tout entière, le teint est devenu admirable de blancheur et de pureté.

La Cire Aseptine est également très recommandée aux personnes soigneuses de leurs mains.

Commanditaire avec 10 à 25.000 francs demandé pour procédé transport (civil, guerre), garanties techniques 1^{er} ordre offertes. Lallemand, poste restante Saint-Ferréol, Marseille.

Demandez de notre part la Jolie Brochure illustrée contenant quantité de conseils sur LES SOINS DE TOILETTE adressée gratuitement A TOUTES NOS LECTRICES par les PRÉPARATIONS HERA 81-83, rue de Chéry, à NEUILLY (Seine)

Ne prétendre à rien, mais faire
bien tout ce qu'on fait : avec cela
on arrive tôt ou tard.

EXCELSIOR

Rien de si commun que les mé-
thodes, rien de plus rare que la
conscience. — TÖPFFER.

CURIEUX MARIAGE D'UNE "POMPIÈRE" ANGLAISE

LES CONGOLAIS BELGES VONT VENIR EN FRANCE



LES CAMARADES DE LA MARIÉE LUI FONT UNE DOUBLE HAIE
Depuis bien des années déjà l'Angleterre possède des femmes pompiers. Miss Lena Reeve, qui appartient à la brigade féminine de Hayes (Middlesex), vient de se marier avec le bombardier H. Bright. Cette cérémonie a revêtu un caractère très particulier.



ASKARIS OPERANT CONTRE LES ALLEMANDS DANS L'EST-AFRICAIN
Un télégramme, que nous avons publié d'autre part, annonce que les noirs du Congo belge, qui, sous la conduite des officiers belges, ont vaincu les Allemands, vont venir se battre en France. Ils sont engagés pour neuf ans, et ce sont d'excellents soldats.

PAU, STATION D'HIVER
reste la villégiature idéale. Son climat, privilégié, le soin des hôteliers à obtenir, sans manquer au devoir patriotique, la non-régulation des hôtels en font la station unique de repos.

LA CHICORÉE A LA VIERGE NOIRE
BONIFIE LE CAFÉ
Détail : dans les bonnes épiceries
Gros : Chicoraterie de l'Abbaye de Gravelle-Sainte-Honorine (Seine-Inférieure)

Passer l'hiver à
à PAU. Grand confort.

L'HOTEL GASSION
A L'OLIVIER ROMAIN. Huile d'Ol. gar. pr. Pétag. 9 lit., 10 k. emb. comp. 40 f.; ext. vieng. 42 f. Dattes ext. 240 le k. f. c. rem. Carrier, 3. pass. Ribet, Tunis

GARAGE MODERNE
420, avenue de Neuilly. Plusieurs boxes à louer. Tout confort, sécurité parfaite.

ÉTRENNES LAROUSSE

Larousse pour tous

Dictionnaire encyclopédique en 2 volumes
Une merveilleuse encyclopédie extrêmement complète, abondamment documentée et illustrée, sous la forme la plus économique et la plus pratique. 1.950 pages (format 21 x 30,5) 17.325 gravures, 216 cartes en noir et en couleurs, 35 planches en couleurs.
Broché 44 fr.
Relié demi-chagrin 62 fr.

Nouveau Larousse illustré

Dictionnaire encyclopédique en 8 volumes
Le plus récent, le plus remarquablement documenté et le plus magnifiquement illustré des grands dictionnaires encyclopédiques. 7.600 pages (format 32 x 24), 49.000 gravures, 501 cartes en noir et en couleurs, 35 planches en couleurs.
Broché 295 fr.
Relié demi-chagrin 375 fr.

Larousse mensuel illustré

Revue encyclopédique
Toute l'actualité sous la forme la plus pratique
Abonnement pour 1918 : France 14 fr. Etranger 16 fr.
Le numéro (1^{er} samedi du mois) 1 fr. 25
Tome I (1907-1910) Un vol. in-4. Br. 38 fr. Rel. 43 fr.
Tome II (1911-1913) Un vol. in-4. Br. 38 fr. Rel. 43 fr.
Tome III (1914-1916) Une Encyclopédie de la guerre. Un vol. in-4. Broché, 35 fr. Rel. demi-chagrin, 45 fr.

COLLECTION IN-4°

Magnifiques volumes (format 32 x 26), sur papier couché de grand luxe, merveilleusement illustrés. Reliures artistiques originales

La France héroïque et ses Alliés (En cours de publication). Le plus bel ouvrage sur la guerre. Tome I. Br. 26 fr.; rel. demi-chagrin. 36 fr.	La Belgique illustrée Un vol. br. 25 fr.; rel. demi-chagrin. 35 fr.	Le Musée d'Art (des Origines au XIX^e s.) Un vol. br. 27 fr.; rel. demi-chagrin. 37 fr.
Histoire de France contemporaine (1871-1913) . La plus attrayante histoire des 40 dernières années. Un vol. br. 40 fr.; rel. d.-chagrin. 50 fr.	L'Italie illustrée Un vol. br. 28 fr.; rel. demi-chagrin. 38 fr.	Le Musée d'Art (XIX^e siècle) Un vol. br. 35 fr.; rel. demi-chagrin. 45 fr.
Histoire de France illustrée (des Origines à la fin de la guerre de 1870-71) . En deux vol. br. 67 fr.; rel. demi-chagrin. 87 fr.	Le Japon illustré Un vol. br. 25 fr.; rel. demi-chagrin. 35 fr.	La Terre, Géologie pittoresque Un vol. br. 22 fr.; rel. demi-chagrin. 32 fr.
La France, Géographie illustrée La plus merveilleuse évocation de notre pays. En deux vol. br. 67 fr.; rel. demi-chagrin. 87 fr.	La Suisse illustrée Un vol. br. 23 fr.; rel. demi-chagrin. 33 fr.	La Mer Un vol. br. 25 fr.; rel. demi-chagrin. 35 fr.
	L'Espagne et le Portugal illustrés Un vol. br. 28 fr.; rel. demi-chagrin. 38 fr.	Les Sports modernes illustrés Un vol. br. 25 fr.; rel. demi-chagrin. 35 fr.
	La Hollande illustrée Un vol. br. 15 fr.; rel. demi-chagrin. 25 fr.	Paris-Atlas Un vol. br. 23 fr.; rel. demi-chagrin. 33 fr.

Qui ? Pourquoi ? Comment ?

L'ENCYCLOPÉDIE DE LA JEUNESSE
Le numéro mensuel (1^{er} samedi) 0 fr. 90
Abonnement aux 9 numéros du Tome IV : France et colonies, 3 fr.; Etranger 40 fr.
Tome I (n^{os} 1 à 9); Tome II (n^{os} 10 à 18); Tome III (n^{os} 19 à 27); Chaque volume de l'Encyclopédie de la Jeunesse, composé de 9 numéros de Qui ? Pourquoi ? Comment ? rel. toile. 42 fr.

Les Livres Roses de la Guerre

SÉRIE HÉROÏQUE. — Les meilleures lectures pour la jeunesse
Nouvelle série (N^{os} 193 à 216) [Nouveautés]
Huitième série (N^{os} 169 à 192) [Septième série (N^{os} 145 à 168)]
Chaque série de 24 volumes illustrés en 4 tomes 4 fr. 50
(France, France : 5 fr. Etranger : 6 fr.)
Abonnement pour 1918 : France : 5 fr. 50. Etranger : 6 fr.

En vente chez tous les libraires et LIBRAIRIE LAROUSSE, 13-17, rue Montparnasse. — PARIS (6^e)

BATISTE fil en 100, 4 fr. 50. — **TOILE** Irlande fil en 90, 4 fr. — **LINON** en 70 et autres laizes. — **Echantillons**. — **BOULARD**, 2, rue Sévres (coin du carref. Croix-Rouge). Chausserie, Orfèvrerie, Bronzes d'églises, Damas.

Crème EPILATOIRE Rosée
— **L'ÉPILIA** — du D^r SHERLOCK
SPÉCIALE POUR ÉPIDERMES DÉLICATS
Une seule application détruit en quelques minutes POILS et DUVETS du visage ou du corps. Rend la peau blanche et veloutée.
Flacon 5/50 (mandat ou timbres). Envoi gratuit.
8, POITEVIN, 2, Pl. du Théâtre-Français, PARIS

Pour guérir radicalement les
ENGELURES ET GREVASSES
il faut se servir du Baume Parisien. Le tube 2 francs franco contre mandat. L'arumerie de l'Eden, 37, passage Jouffroy, Paris.

HUILE D'OLIVE extra raffinée
colis 10 k. 40 fr.; d'av. 41 fr. c. rem. fco domic.
J. HAGEGE et Frères, 8, r. des Tanneurs, TUNIS.
FIGES SURCHOIX de table
D'avance, colis 5 k., 11 fr.; colis 10 k., 20 fr. fco domic. Contre remboursement, 1 fr. en plus par colis Ange HAGEGE, à BOUGIE, ALGERIE.

VOIES URINAIRES
Maladies de la PEAU
Prostate, Variole, Impétigo, Eczéma, Écoulements, Hérissements, Filaments, Mésites, Pertes, Eczéma Démangeaisons, Gale, Dartres, etc.
Consultez les Docteurs. Spécialistes de l'INSTITUT MILTON.
Grandes Cliniques universitaires.
Veuillez-vous GUÉRIR ET GUÉRIR RAPIDEMENT
606, rue de la République, PARIS

VIVE LE CAFÉ!

VIVE LE CAFÉ!
C'EST LE CRI DE TOUS LES BRAVES
QUI DEPUIS TROIS ANS FONT
L'ADMIRATION DU MONDE.

VIVE LE CAFÉ!
CE DIVIN PREUVAGE QUI DONNE
DU NERF ET DU CŒUR... ET FOIN
DE CES PLATES IMITATIONS,
DE CES MALTS SANS SAVEUR ET
SANS VERTU QUI LÉBILITENT
ET COUPENT LES J. MBES...

DEMANDEZ LES CAFÉS GILBERT
DANS TOUTES les ÉPICERIES de FRANCE

Pour la Vente en Gros s'adresser Usines des CAFÉS GILBERT à POITIERS

GOUTTES DES COLONIES
DE CHANDRON
CONTRE
MAUVAISES DIGESTIONS,
MAUX D'ESTOMAC,
DIARRHÉE, DYSENTERIE,
VOMISSEMENTS, CHOLÉRIE
PUISSANT ANTISEPTIQUE DE
L'ESTOMAC & DE L'INTESTIN
DANS TOUTES LES PHARMACIES
VENTE EN GROS : 8, Rue Vivienne, Paris

Le gérant : VICTOR LAUVERGNAT.
Imprimerie, 49, rue Cadet, Paris. — Volumard.

95 a 103, Bd Sébastopol
45-47, Bd Malesherbes

FÉLIX POTIN

ÉTRENNES • DESSERTS • COMESTIBLES
POUR LE
JOUR DE L'AN

99, Faub. St-Antoine
140, Rue de Rennes

SAUVEZ VOS CHEVEUX Par le PETROLE HAHN
En Vente dans le 1^{er} Grand Entier. F. VIBERT, Fabricant, LYON

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON
ET A LA MEDITERRANEE

VIET DE PARAÎTRE :
Agenda P.-L.-M. 1918, septième publication du même genre, comportant notamment divers articles littéraires se rapportant à la guerre, avec de nombreuses illustrations en simili-gravure, 12 hors-texte en couleurs et une série de cartes postales détachables.
En vente, au prix de 2 fr., à l'agence P.-L.-M. de Renseignements, 88, rue Saint-Lazare, à Paris, dans les bureaux succursales et bibliothèques des gares du réseau P.-L.-M., dans les Grands Magasins du Bon Marché, du Louvre, du Printemps, des Galeries Lafayette, des Trois Quartiers, etc., à Paris.
Envoi à domicile sur demande adressée au Service de la Publicité de la Compagnie P.-L.-M., 20, boulevard Diderot, à Paris, et accompagnée de 2 fr. 75 pour les envois à destination de la France, et de 3 francs pour ceux à destination de l'étranger.